

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 28 avril 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°368 ■

FORUM ÉCONOMIQUE MONDIALE

**Le ministre
des AE à Riyadh**

P 5

UNE CROISSANCE DE 4,1% EN 2023, HAUSSE DE LA VALEUR DU DA,
69 MILLIARDS DE DOLLARS DE RÉSERVES DE CHANGE

Les indicateurs économiques au vert

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé, hier à Alger, que l'Algérie a réalisé une croissance économique de 4,1% en 2023, attribuant ce taux à la performance robuste de plusieurs secteurs économiques nationaux. P 3



PROJET ALGÉO-QATARI DE
PRODUCTION DU LAIT

**Le plus grand au
monde...**

Le président du Conseil d'administration de la société qatarie "Baladna", Mohamad Moutaz Al-Khayyat, Qatar, a confirmé que le mégaprojet pour la production du lait, que l'entreprise mettra en œuvre en partenariat avec le ministère de l'agriculture algérienne, sera le plus grand au monde.

P 2

SÉCURISATION DES AÉROPORTS

**Une enveloppe de 10
milliards de DA allouée**



Le ministre des Transports, Mohamed Lahbib Zahana, a révélé, hier samedi à Tipaza, que le secteur a alloué une enveloppe estimée à 10 milliards de dinars pour renforcer la sûreté et la sécurité au niveau des aéroports et améliorer les prestations de services fournies aux voyageurs.

P 5

VALORISATION DE L'ARGANIER

**Une équipe de recherche
en visite dans la wilaya de
Tindouf**

Une équipe d'académiciens et d'enseignants-chercheurs issus de trois centres nationaux de la recherche en agronomie a entamé une visite dans la wilaya de Tindouf pour effectuer une série d'investigations scientifiques et mettre en place le noyau d'un laboratoire spécialisé au niveau du centre universitaire "Ali Kafi" dans le cadre du programme de valorisation de l'arganier, a-t-on appris jeudi de la Chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM).

P 6

MATIÈRES PREMIÈRES

**Le cacao
se pose au sommet,
l'or contrarié** P 4

INVESTISSEMENT

**Baisse prochaine des
taux d'intérêt par les
banques** P 3

CENTRE NATIONAL ALGÉRIEN DES
PRESTATIONS NUMÉRIQUES

**Jalon important pour
réaliser la souveraineté
numérique** P 5

ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET
RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

Signature d'un accord
de coopération entre
l'Algérie et la Zambie

Un accord de coopération a été signé, samedi au siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, entre l'Algérie et la Zambie, portant sur l'échange d'expertises et le développement du partenariat entre les deux pays dans ce secteur.

A cette occasion, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a précisé que cet accord visait à concrétiser un partenariat effectif à travers l'élaboration d'offres de formations universitaires entre l'Algérie et la Zambie et l'échange d'expertises, d'étudiants et d'encadreurs.

Il a rappelé, à cet égard, que pas moins de 67 étudiants zambiens suivaient leurs études supérieures dans des universités algériennes, dont 44 inscrits au titre de l'année en cours.

A travers cet accord, les deux pays entendent parvenir à un jumelage entre leurs universités par le biais de "l'élaboration de programmes de formation communs" et de "la délivrance de diplômes algéro-zambiens", a expliqué M. Baddari. L'accord prévoit également le transfert de l'expérience algérienne dans le domaine de la recherche scientifique reposant sur "l'innovation et la contribution au développement économique national et à la création de richesse", a-t-il ajouté, mettant en avant le rôle de l'Algérie dans l'accompagnement, notamment des pays africains, pour la réalisation de la prospérité. Pour sa part, le ministre zambien de l'Education, Douglas Munsaka Syakalima, a salué les efforts de l'Algérie pour le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, relevant que l'accord "permettra à son pays de tirer parti de l'expérience algérienne concluante dans ce domaine". M. Syakalima a en outre souhaité voir le partenariat entre la Zambie et l'Algérie s'étendre à d'autres domaines à l'avenir.

PROJET ALGÉO-QATARI DE PRODUCTION DU LAIT

Le plus grand au monde...

Le président du Conseil d'administration de la société qatarie "Baladna", Mohamad Moutaz Al-Kharryat, Qatar, a confirmé que le mégaprojet pour la production du lait, que l'entreprise mettra en œuvre en partenariat avec le ministère de l'agriculture algérienne, sera le plus grand au monde.

Par Slimane T

Dans un entretien accordé à l'agence de presse du Qatar (QNA), il a précisé que ce projet représente le fruit d'une coopération étroite entre les deux pays, visant à assurer la sécurité alimentaire et l'autosuffisance de l'Algérie en matière de lait.

Selon l'intervenant la société qatarie va mettre toute son expérience et son savoir-faire pour la réussite du projet et atteindre les objectifs tracés. Ce mégaprojet, d'un investissement de 3,5 milliards de dollars, vise à produire environ 194 mille tonnes de lait en poudre par an. Le projet sera donc implanté dans la wilaya d'Adrar sur une superficie de 117 000 ha et que la production se fera en 4 phases, dont la première débutera à l'horizon 2026 et la dernière aura lieu 9 ans après le lancement du projet. Pas moins de 5000 emplois directs seront également grâce à la concrétisation de ce projet qui devra stimuler davantage l'investissement étranger. Le responsable qatari a espéré que la réussite de ce projet attirerait davantage d'investissements directs étrangers en Algérie. Il a attiré l'attention des investisseurs sur le fait qu'il s'agit d'un environnement favorable à l'investissement et d'un incubateur de grands projets. Cela affectera positivement la situation économique

en augmentant les investissements, offrir des opportunités d'emploi aux jeunes algériens et réduire les dépenses consacrées aux opérations d'importation de la poudre en lait. Annuellement, l'Algérie consacre plus de 400 millions de dollars pour l'importation de cette matière essentielle et très prisée par les consommateurs. Au passage, le qatari a salué le soutien du gouvernement algérien et l'esprit de coopération. Cela permettra d'atteindre des objectifs et de réaliser plus de projets communs. « Pour l'investisseur étranger, cet environnement favorable constitue une motivation majeure pour investir et lancer davantage d'entreprises. Nous espérons également que le succès de ce projet débouchera sur des projets plus nombreux et de plus grande envergure », a-t-il ajouté. En effet, le projet représente un système agro-industriel intégré pour la production laitière, et permettra ainsi non seulement de réduire la dépendance de l'Algérie à l'importation de lait, mais contribuera également à réduire les importations de tous les besoins de base nécessaires à la production, tels que les aliments pour animaux, leurs dérivés, et d'autres matériaux.

Le projet a été spécifiquement conçu pour s'adapter à l'environnement algérien, en termes de climat, de nature des sols, etc, précise-t-il, en annonçant

que le projet sera doté de dernières technologies mondiales dans les domaines de l'agriculture, de l'irrigation, de l'élevage bovin et autres.

Le projet se caractérise également par le respect des meilleures pratiques en termes de durabilité et de réduction des impacts négatifs sur l'environnement, car « tous les paramètres nécessaires pour rationaliser la consommation d'eau ont été pris en compte. Préserver l'écosystème naturel et s'adapter au climat, afin d'augmenter l'efficacité de la production et de maintenir en même temps la durabilité ».

Le même responsable a indiqué que le projet sera réalisé par étapes, la première phase étant celle de la remise en état d'une ferme pour répondre aux besoins en céréales et fourrage.

Suivie par la deuxième phase, au cours de laquelle l'entreprise concevra une ferme pour cinquante mille têtes de vaches.

En plus d'installations de classe mondiale, de lignes de production de haut niveau et de technologies avancées pour la production de lait en poudre. L'entreprise investit ensuite dans le développement du système en créant des complexes répartis dans toute l'Algérie, contenant chacun une ferme fourragère. Une ferme pour élever des vaches et produire du lait et de la viande, et une usine avancée de fabrication de lait en poudre, conclut-il.

INVESTISSEMENT LOCAL DANS LA PRODUCTION DES MARQUES MONDIALES

Le ministre du Commerce préside une réunion d'évaluation

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a reçu jeudi le Secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Issam Bedrissi, accompagné d'une délégation d'opérateurs économiques représentant des marques mondiales dans le domaine du textile et du prêt-à-porter, pour évaluer la première année d'investissement privé dans la production locale de ces marques. Au cours de cette réunion, les parties ont passé en revue l'évolu-

tion des investissements privés dans la production locale de marques mondiales au cours de l'année écoulée, en évaluant les performances et les résultats obtenus. Elles ont également discuté des moyens efficaces de promouvoir et de développer ce secteur d'activité conformément à un plan annuel, indique un communiqué du ministère. Dans son allocution, M. Zitouni a affirmé que "le gouvernement a accordé toutes les incitations et les conditions propices pour soutenir et accompagner les opérateurs économiques actifs dans

l'importation afin de se tourner vers la production, la fabrication, et la création de richesse, en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Dans ce cadre, le ministre du Commerce a ajouté que la stratégie adoptée par le secteur concernant la filière du textile et du prêt à porter, s'appuie sur l'apport de toutes les facilités nécessaires à la réduction de la facture d'importation des produits de la même marque sur des étapes, la satisfaction des besoins du marché national et l'orientation

vers l'exportation. M. Zitouni a souligné l'impératif de l'attachement des importateurs de la même marque à la structuration des prix à l'importation, et de garantir des prix raisonnables et justifiés des produits, selon la même source. Le ministre a également salué les efforts des opérateurs économiques de la même marque, et leur adhésion à la démarche visant la contribution de manière forte à la réalisation des objectifs de la croissance économique, lit-on dans le communiqué.

R E.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UNE CROISSANCE DE 4,1% EN 2023, HAUSSE DE LA VALEUR DU DA,
69 MILLIARDS DE DOLLARS DE RÉSERVES DE CHANGE

Les indicateurs économiques au vert

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé, hier à Alger, que l'Algérie a réalisé une croissance économique de 4,1% en 2023, attribuant ce taux à la performance robuste de plusieurs secteurs économiques nationaux.

Par Réda Hadi

S'exprimant lors d'une conférence de presse, animée au siège du ministère, sur les conclusions des Réunions de printemps 2024 du Groupe de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), auxquelles il avait pris part la semaine dernière à Washington (Etats-Unis), à la tête d'une délégation de son département ministériel, M. Faïd a précisé que « l'économie algérienne a réalisé une croissance de 4,1% en 2023 », ce qui « correspond presque aux prévisions du FMI », a-t-il dit. Une croissance qui n'a pas contredit les prévisions du FMI et de la Banque Mondiale, et cela résulte selon le Ministre des finances, de la performance robuste de plusieurs secteurs économiques nationaux, qui a mis en avant les bons indicateurs réalisés grâce aux « efforts consentis par les pouvoirs publics ». Et de préciser que la baisse du taux de l'inflation, sera un atout indéniable pour booster l'investissement. Il a, dans ce cadre, indiqué que le solde de la balance des paiements avait affiché un excédent de 6,53 milliards USD en 2023 et

que les réserves de change avaient progressé de 61 milliards USD en 2022 à 69 milliards USD en 2023, soit l'équivalent de 16 mois d'importations de marchandises. Les exportations, quant à elles, ont reculé à 49 milliards USD en 2023, contre 56 milliards USD en 2022, sous l'effet de la baisse des prix du pétrole sur les marchés internationaux, a ajouté le ministre, faisant état d'une dette publique quasi stable ne dépassant pas 48% du PIB en 2023. S'agissant de l'inflation, M. Faïd a fait savoir qu'elle avait enregistré un ralentissement du fait de la baisse des prix des produits frais, soulignant que les pouvoirs publics s'employaient à stabiliser l'indicateur de l'inflation. Il a affirmé que ces résultats avaient été évalués de manière positive par la Banque mondiale et le Fond monétaire international, ce qui atteste, a-t-il dit, de « l'efficacité de la politique économique nationale ». Pour 2024, le ministre des Finances prévoit une croissance économique de 3,8%, soutenue par l'augmentation des dépenses publiques. D'autre part, il relève la nécessité de poursuivre les efforts engagés dans la numérisation pour permettre au secteur

bancaire de jouer pleinement son rôle dans le financement de l'économie nationale. Le ministre a, par ailleurs, fait état de la hausse de 4,5 % de la valeur du dinar par rapport au dollar durant la même période. D'autres part, Faïd a affirmé que le processus de l'adhésion à la banque des BRICS est en cours de finalisation. Concernant l'introduction de la banque de développement locale (BDL) en bourse, le ministre a assuré que ce processus sera achevé officiellement dans les prochains jours. A titre de rappel, selon les conclusions du dernier rapport du FMI, et à l'instar de tous les pays du monde, l'économie algérienne était en train d'émerger de la pandémie de la Covid-19 quand elle a dû faire face aux impacts de deux autres chocs : (1) la guerre en Ukraine (qui a contribué à faire remonter les prix internationaux des hydrocarbures, accroissant ainsi les recettes fiscales et pétrolières et les exportations et à déclencher un choc alimentaire. Les pouvoirs publics quant à eux, précisent que les politiques de réformes commencent à porter leurs fruits, mais que les efforts à fournir n'en demeurent pas moins à être pérenniser.

INVESTISSEMENT

Baisse prochaine des taux d'intérêt par les banques

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé, samedi à Alger, la baisse prochaine des taux d'intérêt sur les crédits d'investissement par les banques. S'exprimant lors d'une conférence de presse, animée au siège du ministère, sur les conclusions des Réunions de printemps du Groupe de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), auxquelles il avait pris part la semaine dernière à Washington (Etats-Unis), à la

tête d'une délégation de son département ministériel, M. Faïd a précisé que "les banques abaissent les taux d'intérêt de manière significative dans les prochains jours, ce qui contribuera au financement de l'économie nationale et stimulera l'investissement". Cette baisse des taux d'intérêt "fera reculer l'inflation", parallèlement à "la réduction du coût d'investissement", a-t-il dit. Mettant en avant la contribution des institutions financières nationales, notamment les banques,

au financement de l'activité économique, le ministre a fait savoir que le Fond national d'investissement avait contribué, entre 2023 et 2024, à hauteur de 500 milliards DA au financement de projets ferroviaires et miniers, notamment le projet de mine de Gara Djebilet et le projet de phosphate intégré. Il a en outre indiqué que 10.750 milliards DA de crédits bancaires à l'économie avaient été accordés par les banques. M. Faïd a, par ailleurs, évoqué le programme de réforme en cours

dans le secteur bancaire, notamment en termes de numérisation, ayant touché différents services et structures du secteur des finances, pour la dématérialisation des opérations financières, citant, à titre d'exemple, les Directions générales des Impôts, du Domaine national et des Douanes. Une démarche qui a été saluée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international lors de leurs Réunions de printemps, a-t-il dit.

GRÂCE À DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES POSITIFS

Le PIB atteindra 400 milliards USD dans quelques années

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a indiqué, samedi à Alger, que la dynamique d'investissement et les indicateurs économiques positifs de l'Algérie lui permettront d'atteindre, voire de dépasser, les 400 milliards USD de PIB dans quelques années, précisant que son PIB actuel était de 32.000 milliards DA. S'exprimant lors d'une conférence de presse, animée au siège du ministère, sur les conclusions des Réunions de printemps du Groupe de la Banque mon-

diale et du Fonds monétaire international, auxquelles il avait pris part la semaine dernière à Washington (Etats-Unis), M. Faïd a précisé que « l'Algérie occupe actuellement la troisième place en Afrique en termes de PIB », ajoutant que « grâce aux investissements nationaux et étrangers et au climat d'investissement propice, le PIB atteindra, voire dépassera les 400 milliards USD, comme l'avait affirmé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune ». Le ministre a rappelé que l'économie algé-

rienne « dispose de grands atouts », qui seront, a-t-il dit, mis à profit pour appuyer le décollage économique. Répondant à une question sur la valeur du Dinar algérien, M. Faïd a indiqué qu'il avait enregistré une hausse de 4,5% par rapport au Dollar américain et qu'« il progressera davantage à l'avenir ». Et d'affirmer que le projet de Dinar numérique de la Banque centrale était en cours de préparation, saluant le rôle du Comité national des paiements (CNP), installé récemment au niveau de la

Banque d'Algérie, en faveur de l'inclusion financière. Le ministre a, par ailleurs, insisté sur l'importance du processus de numérisation de l'économie et des services du secteur des Finances pour mettre un terme au phénomène du marché parallèle, relevant, à cet égard, que « le renforcement de l'inclusion financière et la simplification des opérations financières sont à même d'absorber le marché informel ».

INCUBATEUR FILAHA INNOV

Le concours INNOV AWARD 2024 lancé

A l'occasion du salon international de l'agriculture et de l'agro-industrie SIPSA-FILAHA Le GRFI. Filaha cercle réflexion à travers l'incubateur Filaha Innov lance le 4^e trophée de l'innovation AFRIKA SIPSA INNOV AWARD 2024. Un concours qui s'adresse aux porteurs d'idées et de projets innovants dans les domaines de l'agriculture AGRITECH, de l'Agro-Alimentaire FOODTECH de la pêche et de l'aquaculture AQUATECH, indiquent les organisateurs. Les lauréats de ce concours recevront cette année, le Trophée AFRIKA SIPSA AWARD «SID AHMED FERROUKHI». En effet, l'AFRIKA SIPSA INNOV AWARD, se veut une opportunité d'émergence de solutions et de réponses innovantes aux défis auxquels le monde et plus particulièrement le continent africain doit faire face en termes de sécurité alimentaire. Ce concours, offrira également un espace privilégié à une jeunesse débordante de créativité pour valoriser connaissances scientifiques et savoirs faïres ancestraux de notre paysannerie, par l'intégration notamment d'outils technologiques des temps nouveaux. «La maîtrise de la digitalisation et des solutions numériques au service d'une agriculture intelligente, en solution de continuité des organisations innombrables et transversales propres aux agricultures modernes, déterminera en partie nos succès de demain», précise la même source. L'AFRIKA SIPSA INNOV AWARD, à travers son Incubateur FILAHA INNOV, œuvrera à la mise en place d'un écosystème favorable à l'éclosion du génie créatif de notre jeunesse, à la promotion et au développement de startups et de micro-entreprises pérennes et prospères soutenues par des dispositifs réglementaire et financier évolutifs, souples et dynamiques mis en place par notre gouvernement.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le cacao se pose au sommet, l’or contrarié

Après avoir battu records sur records, les cours du cacao ont fait une pause sur la semaine, qui pourrait cependant être de courte durée, les inquiétudes quant à de potentielles pénuries restant très présentes. Le prix du cacao s’est ainsi négocié à la baisse sur la semaine, après avoir atteint vendredi dernier un nouveau record historique à New York à un peu plus de 11.700 dollars la tonne, mais aussi à Londres, à près de 9.300 livres sterling. Vers 15H30 GMT (17H30 à Paris), à Londres, la tonne de cacao pour livraison en septembre valait 8.599 livres sterling, contre 9.187 livres sterling une semaine plus tôt en fin de séance. A New York, la tonne pour livraison en juillet valait dans le même temps 10.710 dollars, contre 11.461 dollars vendredi dernier. Le cours de l’or a reculé sur la semaine : lundi, le prix d’une once du métal jaune a subi sa plus grosse chute journalière depuis juin 2022, perdant 2,70% sur la séance. Le nickel est resté presque stable sur la semaine sur le London Metal Exchange (LME), la forte demande pour ce métal se trouvant compensée par une offre légèrement excédentaire. Le cours a atteint lundi un plus haut prix depuis fin septembre, à 19.775 dollars la tonne.

Le cuivre, «roi des métaux verts» dépasse 10.000 \$ la tonne

Le prix du cuivre, métal phare de la transition énergétique, a dépassé vendredi 10.000 dollars la tonne pour la première fois depuis deux ans grâce à une demande qui s’accélère pour une production limitée. Le métal rouge est particulièrement sous le feu des projecteurs depuis l’offre de rachat hostile du géant BHP sur son rival Anglo American, qui donnerait naissance, si elle se concrétise, à la plus grande société minière et productrice de cuivre au monde. Depuis fin février, le cours du cuivre a gagné près de 18%, galvanisé par les craintes d’un important déficit sur le marché mondial. Vendredi, il a grimpé jusqu’à 10.033,50 dollars avant de retomber un peu. En parallèle, l’offre souffre d’une combinaison de grèves, tensions géopolitiques, nouvelles réglementations ou encore baisse des rendements de gisements vieillissants. Le spectre de pénuries avait déjà propulsé le métal rouge à sommet historique en mars 2022, à 10.845 dollars la tonne.

SUITE AU MOUVEMENT PARTIEL OPÉRÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Merad préside la cérémonie d’installation des walis

Le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire, Brahim Merad, a présidé, hier samedi à Alger, la cérémonie d’installation des walis suite au mouvement partiel opéré récemment dans ce corps par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le président de la République avait opéré, mercredi, un mouvement partiel dans le corps des walis portant mutation de M. Mustapha Aghamir, wali de Ouargla, à la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, de M. Abdelghani Filali, wali de Aïn Defla, à la wilaya de Ouargla, de M. Aissa Aziz Bouras, wali de Ouled Djellal, à la



wilaya de Aïn Defla, et de M. Abderrahmane Dehimi, wali de Bordj Badji Mokhtar, à la wilaya de Ouled Djellal. M. Merad a précisé, à cette occasion, qu’au terme de cette cérémonie d’installation, chaque wali « rejoindra son nouveau poste », affirmant que « toutes les wilayas du pays sont importantes et connaissent une dynamique de développement qui dénote les progrès réalisés par l’Algérie ». Le ministre de l’Intérieur a instruit les walis fraîchement installés à l’effet d’«être en contact quotidien avec les citoyens, le mouvement associatif et les autorités locales ».

CONSTANTINE

Ouverture du 18^e Festival national d’astronomie populaire

Le coup d’envoi du 18ème Festival national d’astronomie populaire a été donné, jeudi, au Techno pôle Constantine Hill, situé à l’Université Salah-Bounider (Constantine 3), sous le thème "trous noirs, ces monstres cosmiques cachés". Mourad Hamdouche, cadre à l’unité de Recherche en médiation scientifique de l’Université Constantine 3, a précisé, à cette occasion, que cet événement scientifique est organisé en coordination avec l’association

Sirius d’astronomie, et la participation de l’Agence spatiale algérienne (ASAL) et du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) de Bouzaréah (Alger). Le Festival de trois jours, qui coïncide, cette année, avec la deuxième année d’exploitation du télescope spatial James Webb, vise à "sensibiliser le public à l’astronomie et à l’espace" et à "encourager l’intérêt pour l’étude de l’univers, des étoiles, des planètes et des phéno-

mènes astronomiques", a encore indiqué M. Hamdouche. Il a aussi ajouté que cette nouvelle édition est marquée par la participation d’un certain nombre d’associations arabes, africaines et méditerranéennes, ainsi que d’astronomes célèbres du monde arabe et d’Europe, tels que la Jordanie, la Tunisie et la France, ainsi que de plusieurs associations locales. Ce festival donnera lieu à des expositions liées à l’astronomie, à une série de conférences par

des spécialistes du domaine et l’organisation de plusieurs ateliers et activités annexes, a-t-il encore indiqué. A cette occasion, une exposition photographique intitulée "La Palestine au cœur de l’événement", comprenant 25 clichés pris depuis le ciel de la Palestine par des astronomes amateurs de Cisjordanie et de la bande de Ghaza, est également organisée.

VOITURES ÉLECTRIQUES:

Les intentions d’achat stagnent en Europe et en Amérique du Nord

Les conducteurs sont toujours plus enclins à acheter une voiture électrique en Chine, tandis que les intentions d’achat stagnent en Europe et en Amérique du Nord, début 2024, selon un sondage publié par un cabinet d’étude. En Chine, 97% des conducteurs se disent « prêts » à acheter un véhicule 100% électrique, marquant une augmentation significative par rapport aux enquêtes précédentes (73% en 2019, 85% en 2021). Ces intentions restent cependant stables en Europe (43% en 2024, contre 42% en 2021) comme aux Etats-Unis (35%, comme en 2021). Ce sondage a été réalisé en ligne par le cabinet d’étude AlixPartners auprès de 9.000 personnes dans huit pays entre le 28 mars et le 10 avril. Interrogés sur leurs réticences face à cette technologie, les conducteurs européens

placent en premiers la durée de vie de la batterie (40%), le nombre de points de

charge (38%), l’autonomie (38%), et le temps de recharge (37%).

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 24 أفريل 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 avril 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
Produits	DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	87	99	76	البطاطا
	Tomate	76	86	65	الطماطم
	Oignon sec	116	126	107	البصل الجاف
	Ail sec	462	538	385	الثوم الجاف
	Carotte	77	86	67	الجزر
	Navet	96	105	87	لفت
	Chou-fleur	182	200	164	قرنبيط
	Choux	83	95	72	كرنب
	Courgette	93	104	83	الكوسة
	Haricot vert	326	349	302	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	98	108	87	الخس
	Pomme locale	475	593	357	التفاح المحلي
	Datte	544	673	416	التمر
	Orange	173	212	133	البرتقال
	Citron	154	173	136	الليمون
Produits d’origine animale	Banane	426	439	414	الموز
	Viande bovine locale	1709	1823	1595	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	434	447	421	الدجاج
	Œufs (Unité)	19	21	18	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

SÉCURISATION DES AÉROPORTS

Une enveloppe de 10 milliards de DA allouée

Le ministre des Transports, Mohamed Lahbib Zahana, a révélé, hier samedi à Tipaza, que le secteur a alloué une enveloppe estimée à 10 milliards de dinars pour renforcer la sûreté et la sécurité au niveau des aéroports et améliorer les prestations de services fournies aux voyageurs.

Synthèse S R

S'exprimant en ouverture d'une rencontre nationale sur l'évaluation de l'activité du transport aérien, le ministre a indiqué que son ministère accorde la priorité au renforcement de la sûreté et de la sécurité au niveau des aéroports en allouant, en 2023, un budget de plus de 10 milliards DZD pour la réalisation de projets à même de faire de l'Algérie «un hub de transit international» et «un trait d'union entre les pays africains et le monde en élevant le niveau de la sécurité aéroportuaire aux normes internationales».

Les projets comprennent l'équipement de tous les aéroports en systèmes de surveillance par caméra thermique et leur renforcement par des appareils scanner modernes qui répondent aux normes internationales, en particulier dans la détection des explosifs, qui seront acquis par le biais d'appels d'offres nationaux et internationaux.

Il est, également, question du renforcement et la numérisation des systèmes de surveillance vidéo au niveau de plusieurs aéroports, outre la réalisation et la rénovation des réseaux AEP, d'assainissement, des forages, des réservoirs d'eau et des réseaux de lutte contre l'incendie au niveau des infrastructures aéroportuaires.

A cela s'ajoute l'enregistrement d'études visant à protéger les aéroports de Chlef et d'El-Bayadh, contre les risques d'inondation.

Selon le ministre, pour accompagner le développement rapide du transport aé-

rien, il est nécessaire d'agrandir certaines structures aéroportuaires. A cet égard, des études pour l'extension des terminaux des aéroports de Tamanrasset, d'Oran et de Tebessa sont inscrites, ainsi que la mise à niveau de l'aéroport de Bordj Badji Mokhtar, en plus d'un programme de renforcement de la flotte d'avions d'Air Algérie.

Le ministre a également souligné l'importance d'améliorer la qualité des prestations fournis aux citoyens au niveau des aéroports, notant que lors de ses visites sur terrain, il a constaté « plusieurs lacunes liées à la performance et à la gestion de certaines installations » telles que « la mauvaise coordination entre les organisations de gestion des aéroports, les compagnies de transport aérien et d'autres acteurs dans les aéroports » qui, selon lui, « affecte négativement la qualité des prestations fournis aux citoyens ».

A cet effet, le ministre a souligné la nécessité de mettre en œuvre un certain nombre de mesures pour y remédier. Il a cité, notamment, « la réduction du temps de traitement des passagers au départ dans les aéroports, la réduction du temps de traitement des bagages à l'arrivée, l'amélioration de l'orientation et de l'information dans les aéroports, la fourniture de commodités telles que des sièges, des salles de prière, des installations pour les personnes aux besoins l'hygiène des lieux, ainsi que la révision du plafond des prix des produits consommables appliqués dans les aéroports ».

Aussi, a-t-il appelé les institutions impliquées dans les projets inscrits « à les lancer » et « à les achever dans les délais fixés

», exhortant les responsables du transport aérien à veiller « à la formation des ressources humaines » et l'Agence nationale de l'aviation civile de « jouer le rôle de coordination entre les différents acteurs dans le domaine du transport aérien et à veiller à la mise en œuvre des engagements nationaux et internationaux de l'Algérie ».

En parallèle, le ministre a mis en avant la nécessité d'améliorer la situation financière des opérateurs du transport aérien à travers l'utilisation généralisée des technologies de l'information et de la communication dans les différentes activités du transport aérien telles que la réservation des billets, l'enregistrement dans les aéroports, et le traitement des bagages, ajoutant que la réalisation de tous les objectifs fixés est tributaire de la convergence des efforts des acteurs du secteur du transport aérien.

Sur un autre registre, le ministre a révélé que les 36 aéroports du pays ont enregistré, en 2023 environ 15,4 millions de passagers, dont 6,7 millions sur le réseau domestique et le reste sur le réseau international, dépassant les 14,3 millions enregistrés avant la pandémie du COVID-19 en 2019.

Dans un autre contexte, le ministre a révélé que 12 aéroports à travers le pays ont été mobilisés pour le transport des pèlerins devant accomplir le rituel du Hadj pour la prochaine saison, ajoutant que les préparatifs sont également en cours pour accueillir les visiteurs et les touristes durant la prochaine saison estivale.

FORUM ÉCONOMIQUE MONDIALE

Le ministre des AE à Riyadh

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf est arrivé, samedi à Riyadh pour prendre part à la réunion spéciale du Forum économique mondial qui se tiendra dans la capitale saoudienne, dimanche et lundi, précise un communiqué du ministère.

Cette réunion spéciale, intitulée « Coopération internationale, Croissance et Energie pour le développement », portera sur « l'examen des différentes questions et évolutions économiques mondiales dans l'objectif de promouvoir une coopération internationale multipartite pour élaborer des solutions communes face aux différents défis sécuritaires, de développement et environnementaux », précise le communiqué.

Dans ce cadre, le ministre devra participer à une session de discussion sur « les dynamiques géopolitiques et les conséquences de la transition énergétique », où il présentera « le rôle de l'Algérie et sa contribution à la promotion de la sécurité énergétique dans son environnement euro-méditerranéen », conclut la même source.

CENTRE NATIONAL ALGÉRIEN DES PRESTATIONS NUMÉRIQUES

Jalon important pour réaliser la souveraineté numérique et l'indépendance technologique

La création du Centre national algérien des prestations numériques, dont l'accord portant sa réalisation a été signé samedi dernier, permettra de stocker, d'héberger et de centraliser les données nationales, ce qui est à même de renforcer la souveraineté numérique du pays et d'aller de l'avant dans la réalisation de l'indépendance technologique. La réalisation de ce projet constitue un jalon important pour se doter d'une infrastructure regroupant toutes les solutions numériques à dimension nationale, telles que la création de la plateforme nationale de compatibilité et d'interopérabilité entre les systèmes d'information sectoriels pour assurer leur intégration et un échange fluide en temps réel. Le projet permettra également la mise en place du Portail national interactif des services publics, qui permettra l'accès à tous les services, à travers la création d'une identité numérique et le recours aux techno-

logies de pointe pour sécuriser l'accès numérique, unifié et unique, aux services publics, outre l'hébergement des solutions et des données, la création d'une base de données nationale pour les services numériques et la mise en place de services nationaux de Cloud Computing, ainsi que l'intégration et l'exploitation de technologies avancées, à l'instar de l'intelligence artificielle et du Big data. Ce projet sera réalisé en plusieurs étapes, à commencer par l'instauration de l'environnement de développement et de test des solutions numériques qui seront concrétisées dans le cadre de ce projet, avant leur mise en service au cours des trois (3) prochains mois. La première phase verra la mise en service du premier centre national de données incluant l'infrastructure, la plateforme d'interopérabilité, la base de données nationale du service public, le portail interactif des services publics et le Cloud souverain, au

cours des neuf (9) prochains mois qui verront le lancement de 14 services publics numériques complets. La deuxième phase sera marquée par la mise en service du deuxième Centre national de données avec ses composantes et infrastructures, la plateforme d'interopérabilité, la base de données nationale du service public, le portail interactif des services publics et le Cloud souverain, et ce trois mois après la mise en service du premier Centre national de données, outre le lancement de 26 services publics numériques complets. La concrétisation de ces phases repose sur la création d'une infrastructure composée de deux centres nationaux de données aux normes approuvées, en vue de stocker, d'héberger et de centraliser les données nationales sur le territoire national. Ce projet est le premier du genre en Algérie, au vu de ses objectifs, de sa taille et des technologies utilisées pour sa réalisation. L'objectif est

d'améliorer le transfert du savoir-faire et des expertises lors de la réalisation de ce type de projets recourant aux technologies de pointe, avec la participation des acteurs de la numérisation et des partenaires économiques algériens, afin de bénéficier de leurs expertises dans ce domaine.

La Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, avait présidé, samedi dernier, la cérémonie de signature d'un accord portant réalisation du Centre national algérien des prestations numériques (DATA CENTER) entre le Haut-Commissariat à la Numérisation et Huawei Consortium. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait salué la clarification de la vision relative à l'orientation numérique de l'Algérie. A ce titre, le projet de création d'un Data Center par l'entreprise chinoise +Huawei+ a été approuvé.

R E.

BÉNI-ABBÈS

Un projet de réalisation d'un hôpital de 240 lits

Un projet de réalisation d'un nouvel hôpital de 240 lits a été retenu pour la wilaya de Béni-Abbès, devant renforcer le secteur de la Santé dans cette jeune wilaya du Sud-ouest du pays, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Le secteur de la Santé a ainsi entamé les procédures du choix du terrain pour la construction et l'équipement de cette nouvelle structure de santé qui contribuera à l'amélioration des prestations de santé et la prise en charge des patients de la région, a-t-on précisé. La réalisation de cet nouvel hôpital, qui renforcera l'actuel établissement public hospitalier (EPH -Ayoub Mohamed) d'une capacité de 120 lits, vient pour répondre aux attentes et préoccupations de la population de la région en leur offrant des prestations sanitaires de qualité sur place, a-t-on expliqué. La concrétisation et l'équipement de cet nouvel hôpital est inscrit au titre de l'exercice 2024. Une enveloppe financière de plus de 40 milliards de DA a été ainsi allouée à cette wilaya pour la réalisation de plusieurs projets dans différents secteurs d'activités dont celui de la Santé, a fait savoir la même source.

CHAMBRE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE DE SIDI BEL ABBÉS

Commercialisation de plus de 1.200 kilos de poissons en Ramadhan

Selon les derniers chiffres recueillis, la chambre de la pêche et aquaculture de Sidi Bel Abbès a réussi à commercialiser pendant le mois de Ramadhan, une importante quantité de poissons dépassant les 1.200 kilogrammes.

Ce bilan s'ajoute à d'importantes activités réalisées ces derniers temps depuis l'installation de M. Toufik Boutouchent à la tête de la direction de la chambre inter wilayas de la pêche et de l'aquaculture de Sidi Bel Abbès. Les poissonneries privées qui ont bénéficié de ce quota de plus de 1.200 kilos de poissons d'aquaculture étaient mises sous deux conditions : la disponibilité d'une chambre froide et de la glace. Cette procédure a permis aux ménages durant le mois sacré de se procurer du poisson frais et à des prix étudiés et très raisonnables comparés à ceux de la pêche qui ont connu (et le sont toujours) des hausses de prix vertigineuses. Pour arriver à ce stade, la chambre de la pêche et de l'aquaculture de SBA permet aux agriculteurs souhaitant l'investissement dans ce domaine tout en leur offrant des moyens techniques et des accompagnements. A ce titre, le directeur du CIWPA-SBA, M. Boutouchent dira : « Nos activités s'orientent dans l'accompagnement en ma-

tière de conseils, de formations et d'orientations au profit des agriculteurs qui souhaitent investir dans l'aquaculture. La pisciculture contribue à la sécurité alimentaire nationale. » L'autre volet de la direction de la pêche et de l'aquaculture de Sidi bel Abbès s'oriente vers l'aspect de la formation. Dans ce contexte, une série de formations suit son cours depuis des mois bénéficiant aux jeunes investisseurs et aux étudiants par une formation de qualité dans ce secteur. La chambre CIWPA de SBA a déjà à son actif une formation première dans l'élevage du tilapia en cage assurée par un staff encadrant de l'école de formation technique de la pêche marine et l'aquaculture de Béni Saf. Cette session a duré trois jours, deux pour le volet théorique et une journée réservée à la pratique à Béni Saf avec la participation de 35 étudiants. Des inscriptions pour une autre session prévues en mai et juin sont en cours au profit des stagiaires et ouvertes aussi aux étudiants, aux investisseurs, aux fonctionnaires et aux por-

teurs de projets.

La formation sera portée sur l'élevage de la crevette d'eau douce et qui sera axée sur les sept thèmes suivants : la culture de la zola, l'aquaponie, l'intégration de la pisciculture à l'agriculture, la réalisation d'un projet d'aquaculture d'eau douce, l'élevage de la crevette d'eau douce, l'élevage du tilapia en cages flottantes, et l'alimentation en aquaculture (fabrication et nutrition).

« Les inscriptions se font par e-mails ou au niveau du siège de la direction de la chambre inter wilayas de la pêche et de l'aquaculture de Sidi Bel Abbès sis au quartier Abdelkader Boumlik (ex Campo) . J'annonce aussi l que l'hébergement sera assuré aux participants. » Toufik Boutouchent nous a révélé aussi qu'une nouvelle convention a été signée avec l'université Djillali Liabes de Sidi Bel Abbès entre sa personne et le recteur de l'UDL M. BouzianiMerahi à l'occasion de la journée mondiale de l'eau célébrée le 21 du mois de mars dernier.

VALORISATION DE L'ARGANIER

Une équipe de recherche en visite dans la wilaya de Tindouf

Une équipe d'académiciens et d'enseignants-chercheurs issus de trois centres nationaux de la recherche en agronomie a entamé une visite dans la wilaya de Tindouf pour effectuer une série d'investigations scientifiques et mettre en place le noyau d'un laboratoire spécialisé au niveau du centre universitaire "Ali Kafi" dans le cadre du programme de valorisation de l'arganier, a-t-on appris jeudi de la Chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM). Le programme de la tournée de ce groupe de chercheurs dépêché par le ministère de l'Enseigne-

ment supérieur et de la Recherche scientifique, comprend des visites de terrain dans les plus importantes concentrations d'arganier à travers la wilaya, dont la réserve naturelle de la région de Touiref Bouam, ainsi que celles d'Oued El Ma et Targante, a précisé la directrice de la CAM, Fatima Tourki. Cette visite permettra à l'équipe de recherche d'aborder les questions relatives à la nature chimique et aux caractéristiques génétiques de l'arganier, en plus de prélever des échantillons de cette espèce forestière au niveau de la réserve naturelle de Touiref Bouam et

l'une des exploitations agricoles ayant obtenu des résultats satisfaisants en matière de plantation de cet arbre, a-t-elle ajouté. Le Centre national de développement de l'arganier de Tindouf est aussi au programme de cette visite visant à valoriser et à mettre en place un plan d'action concret pour la valorisation de cet arbre à multiples bienfaits économiques et écologiques, selon Mme. Tourki. L'équipe de recherche fera également une halte dans la pépinière forestière de la Conservation locale des forêts en vue de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux de réalisation de cet

espace naturel dédié à la production de plants d'arganier, avant de tenir une réunion d'évaluation au niveau du centre universitaire de Tindouf, en présence des enseignants-chercheurs de cet établissement, responsables de la Conservation des forêts, de la Direction des services agricoles et de la Chambre d'agriculture, a-t-elle encore fait savoir. Cette rencontre sera sanctionnée par des recommandations susceptibles de contribuer aux efforts visant le développement et la valorisation de l'arganier dans la région, signale la même source.

ORAN

Concrétisation prochaine de la troisième phase de relogement des habitants de Ras El-Aïn

La troisième phase de l'opération de relogement des habitants du quartier Ras El-Aïn de la ville d'Oran vers de nouveaux logements sera lancée, dans les prochains jours, a-t-on appris, du wali d'Oran, Saïd Sayoud. Dans une déclaration à la presse en marge de la deuxième phase de cette opération, qui a porté sur le relogement de 883 familles habitant dans ce quartier dans des logements situés à Chehairia (daïra de Bethioua), le wali a fait part du lancement, dans les prochains jours, de la troisième phase de l'opération de relogement des habitants de Ras El-Aïn, pour la résorption définitive de ce groupement illicite, qui est l'un des points noirs, à

afin d'assainir la wilaya de ces constructions .

Il a ajouté que « plus de 20 hectares de cette région ont été récupérés, lors des première et deuxième phases de l'opération de relogement des habitants de Ras El-Aïn, sachant que cette région est une zone touristique par excellence de par son emplacement au bas du mont Murdjadjou ». Le wali a relevé qu'« un bureau d'études élabore, actuellement, une étude d'aménagement de Ras El-Aïn et le groupement d'habitat de Haï Si Salah (ex-Sanawber), permettant la création d'infrastructures, le réaménagement des routes, la réalisation de réseaux de gaz et d'eau potable, entre au-

tres, ainsi que la réalisation d'espaces verts, d'édifices scolaires et sanitaires, en plus d'intégrer Haï Si Salah à l'ancienne ville d'Oran ». M. Sayoud a ajouté que les différentes opérations précédentes de relogement ont permis la récupération d'assiettes foncières, à l'instar de plus de 10 ha à l'ex-quartier illicite « CUMO », dans la commune d'Es-Senia, où seront réalisés des logements publics locatifs et promotionnels aidés, et plus de 12 ha, après le relogement des résidents des immeubles dits « batimateTaliane », où un espace de détente pour les familles a été réalisé. Le même responsable a fait remarquer que 45 familles ont déjà bénéficié de logements et de terrains, et

de ce fait ne seront donc pas concernées par la deuxième phase du relogement, après la confirmation qu'elles avaient déjà bénéficié de logements et de terrains, après le contrôle effectué au niveau du fichier national du logement, ajoutant que « l'opération de dépôt des recours sera lancée, à partir de demain, et seront étudiés par les commissions de la daïra d'Oran ». M. Sayoud a également fait part de la distribution de 23.000 logements de différentes formules dans la wilaya d'Oran, depuis l'été 2021. Par ailleurs, le wali a annoncé le lancement, prochain, de la réhabilitation de 34 immeubles anciens au chef-lieu de wilaya.

TROISIÈME GUERRE MONDIALE

L’humanité est-elle condamnée à faire la guerre ?

Cela fait près de 23 ans que, sur Tom Dispatch, je décris notre monde tel qu’il est. Je me suis frayé un chemin tout au long de trois présidences et demie – si Dieu le veut, cela pourrait faire quatre en novembre ! J’ai regardé à bonne distance (et j’insiste sur ce terme !) les guerres désastreuses et sans fin de l’Amérique au cours de ce siècle. J’ai vu le dernier budget militaire atteindre presque 900 milliards de dollars, et sans aucun doute se diriger vers le joli montant de 1 000 milliards dans les années à venir, alors qu’il y a déjà des années, que l’ensemble du budget de la « sécurité nationale » (bien que le mot « insécurité » soit plus approprié) s’envole pour dépasser allègrement cette barre.

J’ai vécu toute ma vie sous le joug d’une puissance impériale. Au lendemain de l’effondrement de l’Union soviétique en 1991, il s’agissait même de « la seule superpuissance », la dernière grande puissance de la planète Terre, du moins c’est ce que croyaient ses dirigeants. Puis, j’ai observé la façon dont, dans un monde sans grand danger pour les grandes puissances, elle a continué à investir toujours plus de nos impôts dans notre armée. Les « dividendes de la paix » ? Qui avait besoin de ça ? Et pourtant, dans les décennies qui ont suivi, l’armée de loin la plus coûteuse de la planète n’a pas réussi à gagner une seule guerre, et encore moins la guerre mondiale contre le terrorisme. En fait, au cours de ce siècle, alors qu’elle menait des conflits vains ou perdus dans des régions étendues de la planète, elle a lentement, mais très visiblement, commencé à se dégrader, ou peut-être devrais-je dire (si on me permet cette métaphore malhabile) à craquer au niveau des coutures ? Et cela semble n’avoir aucune fin, n’est-ce pas ? Peut-on imaginer ça, 32 ans après que les États-Unis sont devenus la dernière superpuissance de la planète Terre, dans une sorte de chaos politique dévastateur, il se pourrait bien que ce pays réalise un homme qui imagine diriger une future « dictature » américaine – ce sont ses termes exacts ! – même si ce n’est, officiellement du moins, que pour une seule journée. Et oui, en 2024, alors que le chaos s’installe sur la scène politique américaine, le monde lui-même continue d’être ostensiblement en guerre – pensez au mot « guerre », en fait, comme le deuxième prénom de l’humanité – tant en Ukraine qu’à Gaza (avec des ramifications au Liban et au Yémen). Pendant ce temps, la guerre contre le terrorisme menée par ce pays depuis maintenant 22 ans se poursuit de manière dévastatrice, avec des menaces encore pire à venir à portée de vue. Après tout, 88 ans après le largage de deux bombes atomiques sur les villes d’Hiroshima et de Nagasaki pour mettre fin à la Seconde Guerre mondiale, les armes nucléaires semblent faire leur retour (bien qu’elles n’aient jamais vraiment disparu, bien sûr). Merci, Kim et Vlad ! Je pense ici à la façon dont le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a récemment menacé implicitement d’atomiser son voisin du sud, qui n’est pas doté d’armes nucléaires. Mais aussi, et de manière bien plus significative, comment, dans sa propre version d’un discours sur l’état de l’Union adressé à son peuple, le président russe Vladimir Poutine a très publiquement menacé d’utiliser les armes nucléaires du vaste arsenal de son pays (des armes supposées « tactiques », dont certaines sont plus puissantes que les bombes atomiques qui ont mis fin à la Seconde Guerre mondiale), si des pays européens – pensons à la France – envoyaient leurs troupes en Ukraine. Et n’oublions pas qu’au milieu de tout cela, l’armée de mon propre pays, qui ne cesse d’augmenter son budget de « défense », continue de se préparer de manière intensive à une future guerre avec – oui – la Chine ! Lequel pays, bien entendu, s’empresse à son tour de moderniser son propre arsenal nucléaire et le reste de son appareil militaire. Récemment encore, par exemple, les États-Unis et le Japon ont organisé des manœuvres

militaires conjointes qui, comme ils l’ont ouvertement indiqué pour la première fois, visaient à préparer justement un tel conflit futur avec la Chine, on ne peut pas être plus précis que cela.

Une nouvelle guerre mondiale ?

Et lorsqu’on parle de guerre, je n’ai pas encore mentionné, par exemple, la guerre civile dévastatrice au Soudan, qui n’a rien à voir avec quelque grande puissance que ce soit. Oui, nous, les humains, ne semblons pas pouvoir être capable de nous arrêter de faire la guerre tout en nous préparant, à coups de milliers de milliards de dollars dans le monde, à en faire de plus en plus. Et ce qui est vraiment étrange, au fond, est que cela ne semble pas avoir la moindre importance si le monde même au sein duquel l’humanité œuvre depuis toujours se trouve aujourd’hui bouleversé d’une manière désastreuse contre laquelle aucun militaire, quel qu’il soit, armé de quelque manière que ce soit, ne pourra jamais lutter. Admettons-le : nous, les humains, avons toujours eu un besoin profond de faire la guerre. Bien sûr, en toute logique, nous ne devrions pas continuer, non seulement pour toutes sortes de raisons évidentes, mais aussi parce que nous vivons sur une planète qui n’en peut plus. (Eh oui, faire la guerre ou simplement s’y préparer, c’est rejeter dans l’atmosphère des quantités vertigineuses de gaz à effet de serre et donc, littéralement, de faire la guerre à la planète elle-même). Mais – comme l’histoire et le moment présent semblent l’indiquer de manière plus qu’irréfutable – nous n’arrivons tout simplement pas à nous en empêcher. Au cours de ce processus, il semble que nous soyons devenus de plus en plus déterminés à mener une guerre globale contre la planète elle-même, sans pour autant nous en rendre compte. Nos armes dans cette guerre – qui, à long terme, ne seront probablement pas moins dévastatrices que les armes nucléaires – sont les combustibles fossiles. Je pense bien sûr au charbon, au pétrole et au gaz naturel, ainsi qu’aux gaz à effet de serre que les forages et utilisations émettent en quantités phénoménales, même en temps de paix. Au cours du siècle dernier, il y a eu deux guerres « mondiales » dévastatrices, la Première et la Seconde Guerre mondiale. Il s’agissait d’événements mondiaux qui, au total, ont tué plus de cent millions d’entre nous et dévasté une partie de la planète. Mais voici ce qui est vraiment étrange : alors que les guerres locales et régionales se poursuivent de manière saisissantes au cours du siècle actuel, rares sont ceux qui estiment que la manière dont nous saturons l’atmosphère de dioxyde de carbone et de méthane, tout en réchauffant la planète de manière irréversible, constitue un nouveau type de guerre mondiale. En fait, le changement climatique est une sorte de troisième guerre mondiale à petit feu. Après tout, le phénomène ne pourrait pas être plus mondial ni, en fin de compte, plus destructeur qu’une guerre mondiale de la plus haute intensité. Et à la différence des guerres actuelles à Gaza et en Ukraine, qui, même à des milliers de kilomètres de là, continuent de faire la une des journaux, la guerre sur cette planète ne reçoit en général que très peu d’attention de

la part de la plupart des médias. En fait, en 2023, une année qui a battu des records de chaleur à l’échelle mondiale, mois après mois, de juin à décembre, et qui a également été l’année la plus chaude jamais enregistrée, les principaux journaux télévisés d’ABC, CBS, NBC et Fox ont réduit de manière significative leur couverture concernant le réchauffement climatique, d’après Media Matters for America.

« Si je ne suis pas élu, ce sera un bain de sang. »

Je vis à New York qui, comme une grande partie du reste de la planète, a établi un record de chaleur en 2023. En outre, l’hiver que nous venons de passer a atteint un record de chaleur. J’ai commencé à écrire cet article au début du mois de mars, alors que la température dans ma ville atteignait un record de 15°, et quand, le 14 mars (et je ne veux pas dire le 14 avril, le 14 mai ou même le 14 juin), il a fait plus de 21°C. Cet après-midi-là, je marchais, manches de chemise retroussées, un pull dans mon sac à dos et ma veste de printemps nouée autour de la taille, et mon blue-jean me tenait trop chaud, même du côté le plus ombragé de la rue. Et oui, si, comme ma femme et moi l’avons fait récemment, il vous arrivait d’aller au parc, en bas de chez nous, vous verriez que les jonquilles sont déjà en pleine floraison, tout comme d’autres fleurs, tandis que les premiers arbres bourgeonnent, dont un fantastique arbre tout violet qui a littéralement explosé, quelque chose qui aurait pu autrefois sembler complètement normal en avril. Et oui, une partie de ce que je décris est certainement très jolie à court terme, mais derrière cela se cache une réalité de plus en plus sombre quand on en arrive à des conditions météorologiques extrêmes (et excessivement chaudes). Pendant que je travaillais sur cet article, les plus grands incendies jamais enregistrés au Texas (oui, de tous les temps !) continuaient de brûler, de toute évidence à peine maîtrisés, et plus d’un million d’hectares de la région de l’enclave de l’état avaient déjà été réduits en cendres. Oh, et ces incendies de forêt records qui ont ravagé des dizaines de millions d’hectares au Canada, tout en transformant des villes américaines éloignées comme New York en véritables bains de fumée en juin dernier, ont, semble-t-il, continué de couvrir sous terre tout l’hiver sous la forme de « feux zombies ». Il se pourrait qu’ils éclatent à nouveau de manière encore plus dévastatrice au printemps ou à l’été. En fait, en 2023, de Hawaï à l’Europe en passant par le Chili, notre planète de plus en plus surchauffée a connu un nombre record d’incendies de toutes sortes. Et le pire est à venir, ce que l’on pourrait sans doute dire aussi des inondations plus soudaines, des tempêtes plus violentes, etc. En d’autres termes, la planète sur laquelle nous sommes est de plus en plus différente, même si l’on ne s’en rend pas compte dans la folie du moment. Je veux dire, imaginez ça : la Russie, dont le dirigeant, Vladimir Poutine, ne considère manifestement pas le changement climatique comme un problème important, est en passe d’atteindre un record de forages pétroliers pour la deuxième année consécutive. La Chine, bien qu’elle ait investi dans l’énergie verte plus que tout autre pays,

a également utilisé plus de charbon que tous les autres pays réunis, et a établi des records mondiaux en ce qui concerne la construction de nouvelles centrales électriques au charbon. Pendant ce temps, la troisième « grande » puissance de la planète, bien qu’elle ait un président qui s’est engagé à faire quelque chose pour lutter contre le changement climatique, reste le plus grand exportateur de gaz naturel et continue de produire du pétrole à un rythme nettement plus élevé que d’habitude. N’oublions pas non plus les cinq géants des combustibles fossiles, BP, Shell, Chevron, ExxonMobil et TotalEnergies, qui, en 2023, ont produit du pétrole, réalisé des bénéfices et récompensé leurs actionnaires – oui, vous avez bien deviné ! – à un niveau record, tandis que les principaux États pétroliers de notre monde continuent, selon le Guardian, à « prévoir des projets d’expansion qui feraient exploser deux fois le budget carbone de la planète. » En résumé, notre monde devient de plus en plus dangereux d’année en année. Et en plus je n’ai même pas parlé de l’intelligence artificielle ! Comme l’a écrit Michael Klare dans une analyse pour l’Arms Control Association, les dangers de l’intelligence artificielle et autres technologies militaires émergentes sont susceptibles de « s’étendre au domaine nucléaire en gravissant les échelons de l’escalade ou en brouillant la distinction entre une attaque conventionnelle et une attaque nucléaire. » En d’autres termes, les guerres menées par l’homme pourraient devenir tout à la fois moins humaines et plus terribles. À présent, ajoutons un facteur supplémentaire à l’équation mondiale. Les alliés européens et asiatiques de l’Amérique considèrent que le leadership américain, dominant depuis 1945, est en train de connaître un échec définitif qui pourrait mettre fin à une époque, alors que la Pax Americana mondiale (qui n’avait pas grand-chose à voir avec la « paix ») est en train de s’effondrer – ou, devrais-je plutôt dire, en train de surchauffer ? Ce qu’on voit, en fait, c’est deux vieillards qui se livrent un combat à couteaux tirés de nature électorale de plus en plus destructeur et tourné vers le repli sur soi, l’un des deux lançant un avertissement sinistre : « Si je ne suis pas élu, ce sera un bain de sang... pour le pays ». Et s’il n’est pas victorieux, voici une autre de ses prédictions : « Je ne pense pas qu’il y aura d’autres élections, ou en tout cas pas d’élections sérieuses ». Bien sûr, s’il était victorieux, la même chose serait également vraie, d’autant plus qu’il a promis que dès le premier jour de son mandat son mantra serait « forer, forer, forer », ce qui, à ce stade de notre histoire, revient, par définition, à déclarer la guerre à notre planète ! Malheureusement, Donald Trump est loin d’être un cas isolé. Hélas, nous, les humains, avons manifestement du mal à nous centrer sur le monde dans lequel nous vivons. Nous préférons faire la guerre. Disons qu’il s’agit là de la définition non seulement du déclin impérial, mais aussi de la période de déclin à l’ère du changement climatique. Et pourtant, il n’y a là rien de nouveau.

Source : TomDispatch, Tom Engelhardt, 24-03-2024

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

FINANCEMENT
PARTICIPATIF EN TUNISIE
**Le crowdfunding
s'introduit dans
les régions**

Le premier forum régional sur le crowdfunding vient d'avoir lieu, à Sousse. Cette manifestation marque le démarrage de la campagne de communication sur les mécanismes de financement participatif dans les régions. Organisé par l'Apii, sous le patronage de la ministre de l'Industrie, ce rendez-vous économique a connu la participation d'un bon nombre de porteurs de projet, responsables et startuppeurs. C'est à Sousse que le premier forum régional sur le crowdfunding a eu lieu, mercredi dernier. Cette manifestation d'envergure marque, en effet, le démarrage de la campagne de communication sur les mécanismes de financement participatif dans les régions. Organisé par l'Apii, sous le patronage de la ministre de l'Industrie, Fatma Thabet-Chiboub, ce rendez-vous économique a connu la participation d'un bon nombre de porteurs de projet, responsables et startuppeurs. Dans son discours d'ouverture, Chiboub a indiqué que ce forum s'aligne avec la politique nationale de décentralisation inclusive. Elle a affirmé que le crowdfunding représente un instrument de financement adapté permettant aux jeunes entrepreneurs de prendre en main leur destin. «Le financement participatif est bien plus qu'un simple procédé de mobilisation de ressources. Il traduit une véritable révolution dans le monde des affaires et de la finance. Il a permis d'établir des plateformes innovantes et accessibles aux jeunes entrepreneurs souhaitant concrétiser leurs visions et mettre sur pied des projets porteurs. C'est également un instrument financier sûr qui permet aux investisseurs de tout bord de promouvoir des initiatives génératrices de richesses», a-t-elle souligné. Une réponse aux maux des jeunes entrepreneurs Selon la ministre, le crowdfunding vient aujourd'hui en réponse aux problèmes de financement rencontrés assez souvent par les jeunes entrepreneurs. «En Tunisie, comme partout ailleurs, la levée de fonds auprès des institutions financières privées et publiques constitue un défi majeur. On le sait tous, l'entrepreneuriat est confronté à des obstacles. Aujourd'hui, ce mécanisme va contribuer à résoudre cette problématique de financement», a-t-elle précisé. Elle a ajouté que le crowdfunding offre une opportunité de financement aux jeunes entrepreneurs quelle que soit leur catégorie socioprofessionnelle. Ces opportunités sont d'autant plus importantes — surtout avec l'adoption du nouveau texte sur la promotion de l'investissement— que de nouvelles perspectives peuvent s'ouvrir aux jeunes issus des régions.

ARABIE SAOUDITE

Ryad transfère encore des actions d'Aramco à son fonds souverain, à hauteur de 8%

L'Arabie saoudite a annoncé ce jeudi le transfert d'une nouvelle tranche d'actions du géant pétrolier saoudien Aramco à des entreprises détenues par son fonds souverain, cette fois de 8%. Une opération qui s'inscrit, comme précédemment, dans sa stratégie visant à diversifier son économie et réduire sa dépendance au pétrole.

L'Arabie saoudite a déjà précédemment transféré à son fonds souverain deux premières tranches d'actions en 2022 et 2023, à peu près à la même époque, de 4% chacune. L'Arabie saoudite a déjà précédemment transféré à son fonds souverain deux premières tranches d'actions en 2022 et 2023, à peu près à la même époque, de 4% chacune. (Crédits : Ahmed Jadallah) L'Arabie saoudite s'est délestée d'une partie des actions qu'elle détient au sein du géant pétrolier Aramco. 8% précisément, qu'elle a transférés « à des sociétés appartenant à 100% au Fonds d'investissement public (PIF) », comme l'a indiqué l'agence de presse officielle SPA ce jeudi 7 mars. Ce fonds - dirigé par le prince héritier, et dirigeant de facto du royaume, Mohammed ben Salmane - détient donc désormais 16% du capital de la compagnie pétrolière publique. L'État saoudien en reste néanmoins

le principal actionnaire après ce transfert, avec une participation de 82,186%, Un transfert de ce type à cette période est finalement presque une habitude pour l'Arabie saoudite. La monarchie pétrolière a en effet déjà précédemment transféré à son fonds souverain une première tranche d'actions en 2022, à peu près au même moment de l'année, de 4%. Suivie d'un deuxième transfert en avril 2023, pour un même nombre d'actions, représentant près de 80 milliards de dollars au cours de l'époque.

Diversifier l'économie du royaume

Aramco, entreprise auparavant totalement étatique, a été introduite en grande pompe en Bourse à Ryad en décembre 2019. La cotation de 1,7% des actions du mastodonte de l'or noir avait rapporté 29,4 milliards de dollars au royaume. C'est d'ailleurs encore

actuellement le principal pourvoyeur de revenus du royaume saoudien pour alimenter son budget public. Cette nouvelle opération « s'inscrit dans le prolongement des initiatives à long terme de l'Arabie saoudite visant à stimuler et à diversifier l'économie (...) dans le cadre de la Vision 2030 », a affirmé SPA. Elle « renforcera également la solidité de la position financière et la cote de crédit du PIF », a-t-elle ajouté. Le royaume souhaite en effet sortir de sa dépendance à l'or noir, d'où ce transfert des parts pour alimenter son fonds souverain. Ainsi, les recettes d'Aramco financeront le vaste programme de réformes économiques et sociales souhaité par le prince héritier et baptisé « Vision 2030 ». Ce dernier vise à préparer le royaume à l'après-pétrole en le transformant en un centre d'affaires, de tourisme et de sport.

MAURITANIE

Ouverture de l'atelier de validation de la stratégie nationale de commercialisation des produits nationaux

Un atelier d'étude et de validation de la stratégie nationale de commercialisation des produits nationaux et leur intégration dans les échanges commerciaux avec le Maghreb et le reste du continent africain s'est ouvert jeudi à Nouakchott. L'atelier de deux jours, qui a connu la participation d'un certain nombre de départements ministériels et d'organisations de la société civile, vise à promouvoir la commercialisation des produits nationaux sur le continent africain et à leur conférer une valeur ajoutée. Dans une allocution prononcée à

cette occasion, le ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme, M. Lemrabort Ould-Bannahi, a indiqué que cet atelier vise à valider la stratégie nationale pour le développement de deux chaînes de valeur relatives au matériel de pêche et aux dattes vertes résistantes aux changements climatiques dans le cadre de la zone de libre-échange continentale (ZLE-CAf). L'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange continental ratifié en 2021 est une opportunité pour promouvoir un développement économique participatif et durable, a-t-il

ajouté, notant que cet objectif ambitieux nécessite une coopération accrue entre les États parties, ainsi que la mise en œuvre d'un processus de planification stratégique au niveau de chacun d'entre eux. Il a précisé que la Mauritanie a ratifié cet accord dans le cadre de la coopération entre le ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme et l'Organisation des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED). Pour sa part, le représentant de la CNUCED, M. Robert Hamwey, s'est dit ravi de participer à cet atelier de

réflexion et de discussion en vue de préparer une stratégie sectorielle commerciale pour les produits halieutiques et oasiens. Il a souligné que la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et la CNUCED coordonnent la mise en œuvre du projet d'assistance technique en vue de soutenir l'inclusion d'initiatives vertes dans les stratégies nationales de mise en œuvre de la ZLE-CAf au niveau de 20 pays africains, appelant tout le monde à participer activement à une étude approfondie de ces deux secteurs afin d'aboutir à un plan d'action réalisa

EGYPTE

Le FMI augmente son programme d'aide de 5 milliards \$

L'accord conclu entre le pays le plus peuplé du monde arabe et l'institution financière multilatérale intervient après un relèvement du taux directeur de la Banque centrale à un record historique de 27,25% et une forte dévaluation de la livre égyptienne. Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, dans un communiqué publié mercredi 6 mars 2024, avoir conclu un accord avec l'Egypte sur le décaissement de 5 milliards de dollars de prêts supplémentaires en faveur de ce pays en proie à de graves difficultés financières. L'annonce de ces prêts supplémentaires qui porteront le montant global du programme d'aide du FMI en faveur de l'Egypte à 8 milliards de dollars, intervient après la dévaluation de 38% de la livre égyptienne par rapport au dollar américain décidée mercredi par la Banque centrale. Parallèlement à cette dévaluation, la Banque centrale égyptienne a augmenté, à

l'issue d'une réunion surprise de son Comité de politique monétaire, son taux directeur de six points de pourcentage à un record historique de 27,25%. Ces mesures de politiques monétaires font suite à la récente annonce faite par les Emirats arabes unis d'un investissement de 35 milliards de dollars dans des mégaprojets touristiques et urbains en Egypte. Ce montant colossal devrait contribuer à résoudre la crise des devises étrangères dont souffre le pays le plus peuplé du monde arabe, qui est confronté à des difficultés financières croissantes consécutives aux chocs liés à la pandémie de covid-19, à la guerre en Ukraine et au conflit au Proche-Orient. Les attaques menées par les rebelles Houthis du Yémen contre les navires en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, « en signe de solidarité » avec le mouvement palestinien, ont fait chuter les revenus en dollars du canal de Suez, passage crucial pour le commerce

mondial, « de 40 à 50% » depuis le début de l'année. Le Caire avait conclu un accord sur un programme d'aide de 3 milliards de dollars sur 46 mois avec le FMI en décembre 2022. Mais les deux premières revues de ce programme ont été reportées, en raison du retard pris par les autorités égyptiennes dans la mise en œuvre de certaines réformes délicates comme la flexibilité totale du taux de change. Le Premier ministre égyptien, Mostafa Madbouly, a par ailleurs annoncé, lors d'une conférence de presse tenue mercredi, que le Caire devrait obtenir un financement supplémentaire d'environ 1,2 milliard de dollars du FMI au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), un mécanisme de prêt lancé en 2022 par l'institution financière multilatérale pour aider les pays à revenu faible ou intermédiaire à relever les défis structurels à long terme tels que le dérèglement climatique.

CONTRE DU PÉTROLE À PRIX RÉDUIT PENDANT 20 ANS

L'émirati HBK DOP a promis un prêt de 13 milliards \$ au Soudan du Sud

Djouba devrait rembourser le prêt, qui représente presque le double de son PIB, en recevant 10 dollars de moins par baril de pétrole produit par rapport à un prix de référence international.

Hamad Bin Khalifa Department of Projects (HBK DOP), une compagnie émiratie dirigée par un parent lointain de la famille royale d'Abou Dhabi, a proposé au Soudan du Sud un prêt d'environ 13 milliards de dollars en contrepartie de l'achat du total de la production pétrolière du pays à un prix réduit pendant deux décennies, a rapporté Bloomberg ce vendredi 26 avril 2024, citant un rapport rédigé par des enquêteurs nommés par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU). Le Soudan du Sud devrait rembourser le prêt, qui représente presque le double de son produit intérieur brut (PIB), en recevant 10 dollars de moins par baril de pétrole produit par rapport à un prix de référence international sur une période de 20 ans, a-t-on ajouté de même source.

Selon le rapport des enquêteurs mandatés par le Conseil de sécurité de l'ONU, le prêt qui a été négocié en marge de la 28e Conférence des Parties sur le Climat de l'ONU (COP 28) tenue à Dubaï, pourrait obliger le Soudan du Sud à continuer à produire du pétrole jusqu'en 2043 au moins, soit plusieurs années après la durée de vie estimée des gisements de pétrole existant du pays. Pour HBK DOP, qui a été fondée par Sheikh Hamad Bin Khalifa Al Nahyan, le prêt pourrait sécuriser l'accès au pétrole à un prix réduit pour une période pouvant aller jusqu'à deux décennies. HBK DOP et le ministre des Finances sud-soudanais d'alors, Bak Barnaba Chol, semblent avoir accepté les conditions du prêt dans des documents signés entre décembre 2023 et février 2024.

D'après les enquêteurs, les documents relatifs au prêt ne semblent pas avoir été approuvés par les institutions officielles habituelles du Soudan du Sud, dont le Parlement. Très répandus en Afrique, les prêts adossés à des ressources naturelles sont très risqués puisque le lien aux matières premières expose les pays emprunteurs à des problèmes d'endettement si les cours s'effondrent. Il y a une dizaine d'années, un prêt de 1,5 milliard de dollars accordé au Tchad par Glencore a par exemple mis l'économie de ce pays à genoux après la chute du prix du pétrole, obligeant le gouvernement à consacrer sa principale source de revenus au remboursement du groupe suisse de négoce des matières premières.

NIGERIA

Construction d'une usine de lithium à 50 millions \$

Le potentiel du Nigeria en lithium, son « nouveau pétrole », attire de plus en plus d'investisseurs, alors que la demande à long terme devrait progresser pour satisfaire l'industrie des batteries électriques. Le Nigeria veut en profiter pour développer une industrie de transformation locale. Au Nigeria, le groupe Asba de l'homme d'affaires Adamu Husaini a lancé jeudi 25 avril la construction d'une usine de traitement de lithium à Abuja.

La cérémonie de pose de la première pierre a été présidée par le ministre des Mines, Dele Alake qui en a profité pour souligner l'importance du projet dans la diversification d'une économie locale dépendante du pétrole. D'un coût estimé à 50 millions de dollars, ce projet devrait permettre le traitement de 1,6 million de tonnes de minerai de lithium par an et créer 1 200 emplois. Si aucun détail n'est pour le moment disponible sur l'ap-

provisionnement futur de l'usine, le minerai de lithium est exploité dans plusieurs États comme Kogi, Ekiti et Nassarawa, même si le Nigeria ne dispose pas de mines industrielles répertoriées. Les autorités ont déjà annoncé que les permis d'exploitation ne seront accordés qu'aux compagnies qui investissent dans la transformation locale. Pour rappel, le Nigeria dispose de ressources minérales évaluées à 700 milliards de dollars,

mais la contribution du secteur minier est encore inférieure à 1 %. Pour augmenter ce chiffre, le gouvernement met en place une stratégie consistant à intensifier la lutte contre l'exploitation minière illégale tout en accélérant le lobbying auprès des investisseurs étrangers. Le ministre Alake a ainsi reçu cette semaine en audience Gary Nangle, PDG du groupe minier suisse Glencore, pour lui présenter les opportunités dans le secteur minier local.

GHANA

Le gouvernement annonce un investissement de 20 millions \$ dans l'irrigation agricole

Au Ghana, comme dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, l'agriculture est majoritairement pluviale. Le pays dispose d'un important potentiel d'irrigation qui est encore sous-exploité.

Au Ghana, le gouvernement injectera 20 millions \$ dans la réhabilitation et l'extension du système d'irrigation de Kpong (KIS) situé entre la région Orientale et la région du Grand Accra, près des villes d'Asu-tuare et d'Akuse. C'est ce qu'a annoncé Bryan Acheampong, ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture le 25 avril. Golden Exotic Limited, Ghana's largest banana exporter, produces over 100,000 tonnes annually and accounts for 90% of the country's banana exports to Europe. Despite its significant contribution, the company faces a major challenge with the deplorable roads in the area, which... pic.twitter.com/9jTMPKRjwh Ce système d'irrigation dont la gestion est assurée par l'État devrait couvrir un périmètre de 3 000 hectares. Selon les informations relayées par le quotidien local Citi-Newsroom, les travaux de réhabilitation seront réalisés dans le cadre du Programme de résilience des systèmes alimentaires (FSRP) financé par la Banque mondiale. D'après M. Acheampong, l'initiative vise notamment à augmenter la disponibilité de l'eau et améliorer les rendements agricoles pour les agriculteurs de la région. Il devrait également profiter aux grandes entreprises agricoles qui s'y sont installées, dont la Golden Exotic Limited, le principal exportateur de bananes du pays. Selon les données officielles, près de 6,8 millions d'hectares de terres sont cultivées au Ghana. Mais moins de 5 % de cette superficie est irriguée alors que le pays dispose d'un potentiel irrigable pouvant atteindre 1,9 million d'hectares.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ECOBANK CI

Feu vert pour la distribution des dividendes dès mai 2024

Ecobank Côte d'Ivoire, a tenu son Assemblée Générale Ordinaire. En présence de M. Michel AKA-ANGHUI (photo), Président du Conseil d'Administration, et de M. Paul-Harry AITHNARD, Directeur Général, un chapitre de progrès et d'engagement envers l'excellence a été souligné, traçant les voies de la prospérité pour les opportunités futures. L'Assemblée Générale a délibéré sur les résultats financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2023. A ce sujet, les actionnaires ont approuvé sans réserve le rapport de gestion du Conseil d'Administration, le rapport général et les rapports spéciaux des commissaires aux comptes ainsi que les états financiers de la banque. Le point d'orgue de cette Assemblée Générale : Un bénéfice net de quarante-huit milliards soixante et onze millions cinquante mille trois cent cinquante-sept

(48 071 050 357) Francs CFA, un nouveau record pour Ecobank Côte d'Ivoire. L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, a décidé de l'affectation de ce résultat net bénéficiaire majoré du report à nouveau de l'exercice antérieur de quinze milliards deux cent quatre-vingt-treize millions cinquante-huit mille cinq cent dix (15 293 058 510) Francs CFA, soit un solde disponible de soixante-trois milliards trois cent soixante-quatre millions cent huit mille huit cent soixante-sept (63 364 108 867) Francs CFA. La résolution correspondante, votée à l'unanimité par l'Assemblée Générale, s'est traduite par la distribution d'un dividende total brut de trente-six milliards trois cent trente-trois millions trois cent quatre-vingt-seize mille (36 333 396 000) Francs CFA ; ce qui cor-

respond à un dividende brut de six cent soixante (660) Francs CFA par action, soit un dividende net par action de cinq cent quarante-vingt-quatorze (594) Francs CFA, dont le paiement s'effectuera le 30 mai 2024. Michel AKA-ANGHUI a déclaré lors de l'assemblée générale : « Dans un environnement très concurrentiel, nous avons réussi à enregistrer une croissance à deux chiffres de notre Produit Net Bancaire, qui s'est établi à 110 milliards de Francs CFA, et à atteindre un résultat net qui approche le seuil de 50 milliards de Francs CFA, contre 44 milliards de Francs CFA sur l'exercice précédent ». À l'issue de cette Assemblée Générale s'est tenu un point de presse au cours duquel M. Paul-Harry AITHNARD, Directeur Général de Ecobank Côte d'Ivoire s'est exprimé sur les principaux facteurs ayant contribué à la réalisation

de tels résultats financiers mais également sur les perspectives d'avenir pour la banque en ces termes : « L'atteinte de tels résultats financiers découle d'une combinaison de plusieurs facteurs notamment une solide croissance des revenus provenant des activités de prêts à la clientèle et d'une bonne maîtrise du cout du risque. Concernant les perspectives, il est essentiel de maintenir une ambition élevée en continuant à déployer notre stratégie de croissance visant à atteindre les PME et les particuliers, et de capitaliser sur les opportunités qu'offre l'environnement, en matière de digitalisation. ». Cette Assemblée Générale Ordinaire a été l'occasion pour Ecobank Côte d'Ivoire de réaffirmer son engagement envers ses parties prenantes et sa détermination à contribuer activement au développement économique et financier de la Côte d'Ivoire.

BOURSE DE PARIS

Fin de séance dynamique, s’arroe +0,8% en hebdo

Après être resté amorphe en première partie de séance, le marché parisien a brusquement changé de physionomie après la publication de l'indice 'PCE' en début d'après-midi.

Au gong final, le CAC40 s'arroe ainsi +0,89%, à 8088 points, bien aidé par Saint-Gobain (+6,9%), Kering (+3,2%) ou encore Schneider Electric (+2,8%).

Au cours de la semaine écoulée, le CAC40 cumule un gain de près de 0,8% et s'arroe plus de 7% depuis le début de l'année.

Si la saison des résultats bat son plein des deux côtés de l'Atlantique, le principal rendez-vous de la séance a eu lieu à 14h30 avec la parution, aux Etats-Unis, de l'indice d'inflation ' PCE ', susceptible d'influencer les prochaines décisions de politique monétaire: il ressort à +2,7% en mars, contre 2,5% en février, le taux sous-jacent (hors énergie et alimentation) se maintenant toutefois à 2,8% d'un mois sur l'autre.

L'inflation américaine se montre donc un peu plus élevée qu'anticipé par les économistes, Jefferies tablait par exemple sur des taux de 2,6% en données brutes et de 2,7% en sous-jacent.

Toujours sur le front des statistiques, le Département du Commerce a indiqué que les dépenses des ménages américains avaient augmenté de 0,8% en mars par

rapport au mois précédent, tandis que leurs revenus ont progressé de 0,5%.

La confiance des consommateurs américains s'est dégradée plus fortement qu'initialement estimé au mois d'avril, montrent vendredi les résultats définitifs de l'enquête mensuelle de l'université du Michigan.

L'indice de confiance est finalement ressorti à 77,2, un niveau inférieur à la première estimation (77,9) et en net recul par rapport au niveau de 79,4 atteint en mars.

Cependant, tout comme la veille, Wall Street se concentre surtout sur les trimestriels et se laisse séduire par de bonnes surprises comme Microsoft (+2,6%) ou Alphabet (+10,5%).

La tension retombe de façon un peu inattendue sur les marchés obligataires avec - 5Pts sur le '10 ans' US vers 4,655%, -6Pts sur les Bunds vers 2,563% et -7,2Pts sur nos OAT vers 3,050%.

La probabilité estimée d'une baisse de taux au mois de juin, qui atteignait presque 64% il y a un mois à en croire l'outil FedWatch de CME Group, est revenue autour de 12% aujourd'hui.

Au vu de ce baromètre, les anticipations d'une baisse des taux en septembre sont

retombées à 44%, à quasi égalité avec le scénario d'une poursuite du 'statu quo' (40%).

Dans l'actualité des sociétés tricolores, Saint-Gobain a publié hier soir un chiffre d'affaires de 11,4 milliards d'euros au titre du 1er trimestre, en repli de 5,8% à données comparables, affecté par le recul de la construction neuve en Europe mais soutenu par la croissance des Amériques et de l'Asie-Pacifique.

Saint-Gobain assure viser en 2024 une marge d'exploitation à deux chiffres, pour la quatrième année consécutive.

Ce matin, Safran a dévoilé un chiffre d'affaires de 6,22 milliards d'euros au titre des trois premiers mois de 2024, en hausse de 18,1% en données brutes et de 19,1% en organique, avec une croissance à deux chiffres dans toutes ses activités.

Airbus publie un Ebit ajusté consolidé - une mesure de ses performances com-

merciales - de 577 millions d'euros sur les trois premiers mois de l'année, contre 773 millions d'euros un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires progresse de 9% en glissement annuel à 12,8 milliards d'euros sur la base de 142 livraisons d'avions commerciaux, à comparer avec 127 au premier trimestre 2023.

TotalEnergies a fait état vendredi d'un repli de 22% de son bénéfice net ajusté au premier trimestre, tout en évoquant des performances 'solides' en ligne avec ses objectifs pour l'exercice 2024.

Le groupe a dégagé un résultat net ajusté de 5,1 milliards de dollars sur les trois premiers mois de l'année, contre 6,5 milliards de dollars un an plus tôt.

Enfin, URW publie un chiffre d'affaires de 942,8 millions d'euros, ai 1er trimestre, en hausse de 3,7% par rapport à l'année précédente.

A périmètre constant, le chiffre d'affaires ressort en hausse de +10,5%.

Wall Street termine en hausse, portée par les géants technologiques

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi, rassurée sur les perspectives des géants technologiques alors que la persistance de l'inflation aux Etats-Unis continue d'interroger sur la trajectoire des taux de la Réserve fédérale.

L'indice Dow Jones a gagné 0,40%, ou 153,86 points, à 38.239,66 points.

Le S&P-500, plus large, a pris 51,54 points, soit 1,02%, à 5.099,96 points.

Le Nasdaq Composite a bondi de son côté de 316,14 points (2,03%) à 15.927,90 points.

L'indice PCE des prix à la consommation PCE publié vendredi a progressé un peu plus qu'attendu en mars, de 0,3% sur un mois et 2,7% sur un an, témoignant de la persistance de l'inflation alors que les dépenses de consommation des ménages ont progressé conformément aux attentes.

La résistance de l'inflation aux hausses de taux fait craindre que la Réserve fédérale ne baisse pas ses taux aussi vite qu'attendu.

Dans ce contexte, les investisseurs ont salué les bonnes performances d'Alphabet (+10,22%), qui a annoncé pour la première fois le versement d'un dividende ainsi qu'un programme massif de rachat d'actions, et de Microsoft (+1,82%), dont les chiffres ont surpris à la hausse.

"Les résultats de Microsoft et Google ont apaisé les inquiétudes évoquées la veille par Meta sur le fait que les dépenses liées aux centres de données et à l'intelligence artificielle allait peser sur les marges des entreprises", a commenté Tom Plumb, président de Plumb Funds à Madison, dans le Wisconsin.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 25 Avril 2024 Valeur : 29 Avril 2024					
P	BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3232	134.3382
1	EUR	EURO		144.0482	144.1180
1	GBP	POUND STERLING		168.0300	168.1119
100	JPY	JAPANESE YEN		86.2871	86.3134
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5348	18.5371
1	CHF	SWISS FRANC		147.0424	147.1232
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1823	98.2220
1	DKK	DANISH KRONE		19.3149	19.3187
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.3780	12.3828
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.2581	12.2618
1	AED	UAE DIRHAM		36.5674	36.5815
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8119	35.8187
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.3977	436.5882
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.4523	42.8790
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.2270	13.2285
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4409	27.5814
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5367	3.5371
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.8162	176.8162

L’Europe termine en hausse, la Fed se profile

Les marchés européens ont terminé en hausse vendredi, soutenus par une salve de résultats et un indicateur d'inflation n'ayant pas surpris à la hausse, ce alors que se profile la prochaine réunion de la Réserve fédérale.

À Paris, le CAC 40 a pris 0,89% à 8.088,24 points, tandis que le Dax allemand avançait de 1,39% et le Footsie britannique de 0,75%.

L'indice EuroStoxx 50 a terminé la séance sur une hausse de 1,39%, contre 1,16% pour le FTSEurofirst 300 et 1,16% pour le Stoxx 600.

Parmi les résultats notables de vendredi, les chiffres d'Alphabet et de Microsoft ont animé les échanges, alors que les deux entreprises ont fait état de chiffres meilleurs qu'attendu par les marchés.

Ajoutant à l'optimisme des opérateurs, les chiffres d'inflation PCE pour mars n'ont pas surpris à la hausse, suggérant que la décrue de l'inflation se poursuit.

Pour autant, il n'est pas certain que la Réserve fédérale tire les mêmes conclusions que les marchés de l'indicateur de vendredi.

Si les investisseurs parient désormais sur une première baisse des taux en septembre, une série d'indicateurs d'inflation plus élevés que prévu publiés ces derniers mois devrait inciter la banque centrale à conserver un discours restrictif et à écarter une baisse de taux à court

terme.

Des conclusions de sa prochaine réunion de politique monétaire, mercredi, et des publications de résultats à venir dépendra la reprise du rallye sur les actifs risqués.

"Alors que les obligations devraient rester sous pression, les marchés des actions présentent une image plus divisée, tiraillés entre des résultats solides et l'augmentation du coût du capital", constate Florian Ielpo, responsable de la recherche chez Lombard Odier IM.

A Wall Street

Wall Street progresse, porté par les valeurs technologiques et les derniers chiffres d'inflation.

A l'heure de la clôture en Europe, les échanges à la Bourse de New York indiquaient une hausse de 0,39% pour le Dow Jones, contre 1,1% pour le Standard & Poor's 500, et 2% pour le Nasdaq Composite.

Valeurs

L'indice Stoxx du compartiment "tech" a pris 1,93%, plus forte hausse sectorielle en Europe dans le sillage des valeurs américaines.

Amundi a fait état vendredi d'une collecte trimestrielle plus élevée que prévu et a avancé de 4,01%, le dynamisme de ses activités en Asie et l'appétit des investisseurs pour les ac-

tifs résistant aux risques ayant soutenu la croissance des encours.

Saint-Gobain a grimpé de 6,88%, en tête du CAC 40, après la publication jeudi d'un chiffre d'affaires trimestriel au-dessus des attentes.

Alten a chuté de 11,40% après avoir annoncé un ralentissement de son activité au premier trimestre.

Valeo a fait état jeudi d'un chiffre d'affaires de 5,43 milliards d'euros au premier trimestre, en baisse de 1% par rapport à la même période en 2023, et a abandonné 3,24%.

Remy Cointreau a reculé de 1,91%, le directeur financier, Luca Marotta, ayant averti que le rebond inattendu de sa division cognac, alimentée par la Chine, pourrait ne pas durer.

Nexity a enregistré jeudi une baisse de son chiffre d'affaires au premier trimestre, un résultat que le groupe immobilier a décrit comme "conforme aux attentes", et a progressé de 7,18%.

Thyssenkrupp a annoncé vendredi la vente de 20% de ses activités d'aciérie à EP Corporate Group (EPCG), le véhicule d'investissement de l'homme d'affaires tchèque Daniel Kretinsky, ce qui a fait avancer le cours de 7,02%.

Signify, fabricant de luminaires, a perdu 11,28% après avoir fait état vendredi d'un Ebita en baisse de 18% à 122 millions d'euros, sous les attentes du marché.

Taux

Les rendements reculent, les opérateurs étant rassurés sur les perspectives de taux aux Etats-Unis.

A la clôture des marchés de taux en Europe, le rendement du Treasury à dix ans cédait 3,7 pb à 4,6692%, contre 1 pb pour le taux à deux ans, à 4,9892%.

Le rendement du dix ans allemand a reculé de 4,8 pb à 2,576%, tandis que celui du taux à deux ans s'est érodé de 1,6 pb à 2,99%.

Changes

Le dollar se renforce après les derniers indicateurs d'inflation qui rendent crédible une baisse des taux en septembre, selon les marchés monétaires.

Le dollar prend 0,5% face à un panier de devises de référence, tandis que l'euro cède 0,39% à 1,0687 dollar.

La livre sterling se replie de 0,34% à 1,247 dollar.

Pétrole

Le brut progresse, digérant les derniers indicateurs alors que les tensions perdurent au Moyen-Orient.

Le Brent se renforce de 0,62% à 89,56 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) avance de 0,61% à 84,08 dollars.

A QUELQUES JOURS DE LA RÉUNION DE LA FED

L'inflation rebondit en mars aux Etats-Unis

La hausse des prix a accéléré à 2,7% sur un an en mars, contre 2,5% en février, selon l'indice PCE publié vendredi par le département du Commerce.

L'inflation a rebondi en mars aux Etats-Unis, selon l'indice PCE, privilégié par la banque centrale américaine, la Fed, et publié à quelques jours de sa prochaine réunion, ce qui devrait l'encourager à attendre avant de commencer à abaisser les taux. La hausse des prix a accéléré à 2,7% sur un an en mars, contre 2,5% en février, selon l'indice PCE publié vendredi par le département du Commerce. Les analystes tablaient sur une accélération à 2,6% seulement, selon le consensus de MarketWatch. Sur un mois seulement, en revanche, l'inflation est comme attendu restée stable, à 0,3%. L'inflation dite sous-jacente, qui exclut les prix volatils de l'alimentation et de l'énergie, reste elle aussi stable, à 0,3% également sur un mois, et 2,8% sur un an.

Tournure politique

"Alors que l'inflation a chuté de plus de 60% par rapport à son sommet", la publication de ces chiffres "renforce l'importance de nos efforts continus pour réduire les coûts", a déclaré Lael Brainard, principale conseillère économique de Joe Biden, dans un communiqué de la Maison Blanche. A 6 mois désormais de l'élection présidentielle, le rebond de l'inflation prend une tournure politique. Lael Brainard a ainsi assuré que "le président Biden se bat pour réduire les plus grosses factures auxquelles les familles sont confrontées. (...) Cela contraste fortement avec les républicains du Congrès". Les revenus des ménages ont eux enregistré une plus forte croissance en mars qu'en février, +0,5% contre +0,3%. Mais la hausse des dépenses est restée identique, à +0,8% sur un mois. Ces chiffres signalent "que l'économie continue de se développer et que l'inflation est élevée", commente Rubeela Farooqi, cheffe économiste pour High



FrequencyEconomics. L'indice PCE d'inflation est celui que la banque centrale américaine (Fed) veut ramener à 2%. Ce rebond devrait l'encourager à la patience, et à maintenir "plus longtemps" ses taux à leur niveau actuel de 5,25-5,50%, au plus haut depuis plus de 20 ans, pour éviter de voir les prix flamber de nouveau, ajoute l'économiste.

Croissance qui ralentit

Une autre mesure de l'inflation, l'indice CPI, sur lequel sont notamment indexées les retraites aux Etats-Unis, avait également continué à accélérer le mois dernier, à 3,5% sur un an. Cela avait conduit le président de la Fed, Jerome Powell, à avertir qu'il faudrait sans doute "plus longtemps que prévu" pour avoir confiance dans le retour durable de l'inflation vers l'objectif de 2%. Les marchés qui, il y a quelques semaines encore, tablaient sur une première baisse des taux dès le mois de juin, l'attendent désormais plutôt pour septembre, voire même novembre, selon l'estimation de CME Group. D'au-

tant plus que le marché de l'emploi reste vigoureux, et le taux de chômage très bas, à 3,8% en mars. La Fed se réunit mardi et mercredi, et les analystes guetteront toute indication qu'elle pourra donner sur ses intentions. Un chiffre, cependant, est venu jeudi montrer que les actions de la Fed pour faire baisser l'inflation ne sont pas vaines: celui de la croissance économique au premier trimestre, qui a fortement ralenti.

Confiance des consommateurs stable

A 1,6% en rythme annualisé, contre 3,4% au 4e trimestre 2023, la croissance du produit intérieur brut (PIB) est même tombée à son plus bas niveau depuis près de deux ans, après une année 2023 qui avait pourtant surpassé toutes les espérances. Cela pourrait contribuer à faire pencher la balance de la Fed dans l'autre sens, et la convaincre de ne pas non plus attendre trop longtemps avant de commencer à abaisser ses taux. Car si elle agit trop tard, l'économie, et donc l'emploi, pourraient souffrir

ITALIE

Le maire de Venise justifie la mise en place d'une taxe à l'entrée de la ville

Le maire de Venise Luigi Brugnaro a estimé ce jeudi 25 avril, premier jour de mise en œuvre de l'entrée payante dans sa ville, que le tourisme devait "changer" et permettre de "diluer les visites". Le tourisme à Venise "doit changer" si l'on veut protéger cette ville fragile et en péril, classée au patrimoine mondial de l'Unesco, a déclaré ce jeudi 25 avril son maire en saluant le début sans encombre d'une entrée payante de cinq euros dans sa ville. "Aujourd'hui nous avons dépensé plus d'argent que nous n'en avons encaissé mais (...) c'est un moyen pour faire comprendre qu'on doit changer et donc diluer les visites" sur toute l'année, a déclaré Luigi Brugnaro. "Les gens comprennent cela", a-t-il assuré.

Devant les dégâts provoqués par le surtourisme et faute de mesures adaptées pour le juguler, l'Unesco avait menacé de placer la ville sur la liste du "patrimoine mondial en péril".

"Définir un nouveau système de gestion" Pour l'éviter, la ville s'était engagée en septembre auprès du Comité du Patrimoine mondial de l'Unesco, réuni à Ryad, à mettre en place dès cette année un système de gestion des flux de visiteurs.

Pour cette première mondiale, Venise a vendu quelque 15.700 billets, selon les chiffres officiels diffusés en fin de journée. Aucun plafond n'est fixé au nombre de billets disponibles.

Ces billets, qui se présentent sous forme de QR Codes vendus en ligne ou sur place, doivent être présentés à des contrôleurs postés notamment sur le parvis de la gare, principal accès à la Cité des Doges. "L'objectif est de définir un nouveau système de gestion de flux touristiques et de décourager le tourisme à la journée à Venise à certaines périodes", a rappelé la mairie jeudi.

Pour le maire, "la plus grande satisfaction a été de voir des gens s'approcher (des points de contrôle, NDLR) en agitant leur QR code". "Ces gens-là ont compris" l'enjeu, s'est-il réjoui.

LA FINANCE CLIMATIQUE

Une priorité de la cop29 dont les détails se font attendre

Alors que l'objectif de 1,5°C de réchauffement climatique devrait être atteint avant 2035, le président de la COP29 veut accélérer l'injection de "capitaux dans la transition".

Le président azerbaïdjanais de la COP29 veut que le déblocage des milliards de dollars requis contre le réchauffement de la planète soit un "pilier" des négociations climatiques annuelles de l'ONU en novembre, a-t-il dit jeudi sans présenter encore de pistes concrètes.

Moukhtar Babayev s'exprimait à Berlin en ouverture du Petersberg Climate Dialogue, rendez-vous diplomatique clé du calendrier des négociations, où il a tracé les esquisses d'un "plan de la présidence de la COP29", assurée en 2024 par cet Etat pétrogazier d'Asie

centrale dirigé par l'autoritaire Ilham Aliyev.

Révision ambitieuse

"Nous travaillerons sur deux piliers parallèles qui se renforcent mutuellement", a déclaré cet ancien cadre de la compagnie pétrolière nationale Socar: "Il s'agit d'établir des plans clairs pour maintenir en vie l'objectif de 1,5°C de réchauffement et ne laisser personne de côté, tout en mettant en place le financement nécessaire pour y parvenir".

"Nous savons que le monde doit multiplier le flux mondial de financement de la lutte contre le changement climatique" et "nous devons nous attaquer aux problèmes qui empêchent les pays en développement de réaliser

pleinement leurs ambitions" de réduction des rejets de gaz à effet de serre. Les engagements actuels des pays placent le monde sur une trajectoire de réchauffement de 2,5° à 2,9°C au cours du siècle, selon les calculs de l'ONU, par rapport à la seconde moitié du XIXe siècle. Et le seuil de 1,5°C - limite la plus ambitieuse de l'accord de Paris - sera probablement atteint entre 2030-2035, selon les experts du climat mandatés par l'ONU (Giec). En conséquence, tous les pays signataires doivent présenter d'ici un an une révision ambitieuse de leurs plans de réduction des émissions.

Montant en-deça des besoins

Certains pays en développement veulent toutefois conditionner leurs ef-

forts au déblocage, par les économies développées, de l'argent nécessaire à leur transition énergétique et à leur adaptation à un monde plus chaud, après une année 2023 record et une multiplication des sécheresses, incendies et inondations dus au dérèglement du climat. Si tous les pays doivent accélérer, "nous savons également que le soutien aux pays en développement leur permettra d'être plus ambitieux dans leurs actions", a déclaré à ce sujet Moukhtar Babayev, dans une allusion à l'aide financière que doivent les pays développés au reste du monde en vertu de la Convention de Rio de 1992. Le montant futur de cette aide fixée à 100 milliards de dollars par an jusqu'en 2025, est en cours de négociations et doit être approuvé à la COP29.

NOUVEAU VOLVO EX30

Vraies autonomies du petit SUV électrique en version 64 kWh

Compact par la taille, grand par l'ambition, le Volvo EX30 n'a pas raté son entrée sur le marché français. Mais il est désormais privé de bonus CO2 et nous attendions mieux en autonomie.

Contrairement à feu la C30 et plus récemment la V40 (arrêtée en 2019) la nouvelle entrée de gamme Volvo n'est plus thermique. Baptisé EX30, le nouveau petit SUV 100 % électrique se présente sous la forme d'un sympathique cube râblé de 4,23 m de long, soit 2 cm de plus qu'une Renault Megane E-Tech, un autre objet design plus bas (1,50 m contre 1,55 m à l'EX30) qui a aussi la particularité d'offrir des roues jusqu'à 20 pouces, comme notre Volvo d'essai. Voilà qui flatte l'œil, mais n'améliore pas le confort. Pour l'aménagement intérieur de l'EX30, Volvo a fait table rase du passé. Fini les planches de bord opulentes, les consoles centrales imposantes et les cuirs odorants. Place à un habitacle épuré, aux matériaux dits "responsables" (recyclés et/ou vegan), avec une interface façon smartphone où les commandes physiques sont réduites à la portion congrue. D'emblée, la finition déjà en baisse sur le XC40 n'apparaît pas aussi flatteuse que dans les grandes Volvo. Mais le sérieux est de mise.

Interface contraignante

Le début de carrière encourageant de l'EX30 reste à confirmer, car ce SUV fabriqué en Chine n'a plus le droit au bonus CO2. Surtout, il faut s'acclimater à l'univers de l'EX30, car il chamboule les habitudes. S'il est recevable de ne plus avoir de boutons sur les portes – rétroviseurs et sièges se règlent via l'écran tactile, tandis que les vitres s'ouvrent via des touches placées au bout de l'accoudoir central –, il faut plus de temps d'adaptation pour se faire aux commodos autour du volant. Celui de gauche gère les phares et les essuie-glaces, celui de droite la transmission et l'activation du régulateur de vitesse. Évidemment, le morceau de bravoure – et le piège – demeure la dalle centrale, qui régit une avalanche de fonctions. Dont certaines qui n'ont pas avantage à être gérées via un écran, comme l'ouverture de la mini-boîte à gants présente sous l'écran central – il n'y a aucun rangement devant le passager –, tandis que température et ventilation se retrouvent dans des menus séparés !

Il faut aussi en passer par l'afficheur central pour connaître la vitesse à laquelle on roule, car il tient lieu de compteur en l'absence d'infos devant le conducteur. Au moins, cette dalle de 12,3 pouces est bien définie et plutôt réactive. Ce qui est la moindre des choses vu qu'on est appelé à la manipuler trop souvent en roulant. En outre, le contenu de l'interface, déjà équipé de l'indispensable planificateur d'itinéraire, est appelé à évoluer au fur et à mesure des mises à jour faites "à distance", tel Apple CarPlay pour les possesseurs d'iPhone, qui devrait arriver d'ici à quelque temps. En revanche, Volvo n'a, pour l'instant, pas prévu d'implanter Android Auto, le système tournant déjà nativement avec un logiciel Google.

Pas le champion de l'accueil

L'épreuve des mesures confirme que l'EX30 n'est pas le roi de l'accueil à bord. Si quatre



occupants peuvent être reçus dans l'habitacle, le SUV Volvo propose encore moins d'espace pour les jambes des occupants de la banquette qu'une Megane E-Tech, pas vraiment réputée pour son habitabilité. En plus, rançon de la batterie sous le plancher, on se retrouve avec les genoux relevés à l'arrière. Ce qui n'est pas la position la plus confortable pour les longs trajets. À défaut d'une banquette coulissante, le SUV suédois propose quelques rangements pratiques, tel le bac amovible qui se range sous l'accoudoir entre les sièges avant. Côté coffre, le constat est plus convaincant, puisque, plancher amovible positionné en bas, le volume mini utilisable affiche 290 dm3, contre 250 dm3 dans une Megane.

En prime, il faut ajouter le volume du "frunk" – contraction de front et trunk pour désigner le rangement sous le capot avant. Il est réduit (7 dm3), mais on y loge le câble de recharge Mode 3 (pour brancher à une borne jusqu'à 22 kW) fourni avec la voiture. En revanche, le câble Mode 2 pour recharger à la maison est en option (415 €).

Autonomie perfectible

L'EX30 existe avec deux batteries (49 et 65 kWh utiles) et deux transmissions (propulsion et 4 roues motrices). Notre variante, baptisée Single Extended Range, cumule le gros accumulateur et un seul

moteur de 272 ch sur le train arrière. Il y a donc déjà largement assez. On peut même dire trop, tant cette petite Volvo affiche d'impressionnants chronos. Le 0 à 100 km/h est expédié en 6 s, mieux qu'une Peugeot 308 GTi (270 ch) de 2015 (6,6 s mesurés). Tandis que cet EX30 avale le 80 à 120 km/h en 3,9 s, effaçant les dépassements en un clin d'œil. C'est amusant, d'autant que ce déferlement de puissance est bien géré par le châssis, qui ne désunit pas, y compris sur le mouillé, où l'électronique calme vite le jeu pour éviter des dérobades de l'arrière. Au volant, on retrouve bien cet esprit Volvo, fait de sérénité et d'une certaine agilité malgré les 1 809 kg avoués sur la balance par ce petit gabarit. Il n'empêche qu'on aurait bien échangé un peu de cette vigueur contre davantage d'autonomie. Car, cette Extended Range et sa batterie de 65 kWh ne fait pas d'étincelles dans ce domaine. Précisons que la voiture a été mesurée par temps frais (13 °C), ce que certaines batteries n'aiment pas du tout. Toutefois, les 267 km relevés sur la route et seulement 203 km sur l'autoroute déçoivent quand une Renault Megane E-Tech de 220 ch/60 kWh propose, respectivement, 342 et 245 km. Nous n'avons pas vérifié l'autonomie en ville mais il n'y aura aucun mal à tutoyer les 350 km avec une charge. Le petit SUV Volvo reste quand même gourmand en watts, en témoignent ses 26,6 kWh/100 km exigés sur route (19,9 à la Megane) et 35 kWh sur l'autoroute (contre 27,8). Ce rayon d'action est d'autant plus regrettable que l'EX30 pourrait affronter les longs parcours avec ses sièges avant plutôt confortables et son insonorisation soignée (68 dBA relevés à 130 km/h). Même si ses suspensions doivent mieux filtrer les défauts de la chaussée. Rançon des lourdes roues, on n'échappe pas à des trépidations en ville ainsi que sur les routes bosselées. Enfin, si l'EX30 s'affiche au tarif compétitif de 37 500 € avec la petite batterie, notre variante Single Extended Range exige 47 950 € en finition Ultra. À ce tarif, on peut s'offrir son grand frère EX40 Single (46 950 €) doté d'une batterie de 70 kWh et d'une interface plus classique.

APRÈS HUAWEI ET TIKTOK

le géant du drone DJI pourrait être banni des États-Unis

Le gouvernement fédéral des États-Unis réfléchirait à écarter DJI, après avoir banni les géants Huawei et TikTok. Le mastodonte chinois du drone est dans le viseur des législateurs américains.

La guerre technologique qui fait rage entre les États-Unis et la Chine vient de prendre une autre tournure, ce vendredi soir. Le New York Times révèle que Washington réfléchirait à contraindre, par la loi, le géant mondial DJI à quitter le sol et les airs américains. Un tremblement de terre, et un possible nouveau revers pour la Tech chinoise, qui accuse déjà le coup après le bannissement de Huawei et l'interdiction de TikTok.

Le géant mondial du drone grand public, DJI, menacé d'exclusion des États-Unis

Si vous avez prévu de voyager aux USA prochainement, vous ne verrez et ne pourrez peut-être plus faire voler votre drone DJI, ni filmer vos meilleures sorties avec votre DJI Osmo Pocket 3. Les autorités américaines voient en effet la firme chinoise comme une menace pour sa sécurité, reprenant inlassablement le refrain déjà chantonné pour Huawei et TikTok. Le Congrès américain, par le biais de la Chambre de l'énergie et du commerce, réfléchirait très sérieusement à interdire DJI, en ajoutant la marque à la liste des équipements interdits, la Secure and Trusted Communications Networks Act. Cette liste, chapeautée par la Federal Communications Commission (FCC), l'autorité américaine des télécoms, accueille déjà de grands noms de l'empire du Milieu, comme Huawei, nous le disions, mais aussi l'équipementier ZTE et les opérateurs China Telecom et China Unicom.



DJI présenterait «un risque inacceptable pour la sécurité nationale» des États-Unis

Les autorités américaines disposent de la possibilité de mettre DJI à l'écart grâce au Countering CCP Drones Act, une loi de lutte contre les drones qui vise à empêcher l'entrée de nouveaux produits DJI sur le marché américain, et qui bloque tout achat de drones, caméras, micros et autres produits par les administrations américaines. Cette même loi pourrait aussi permettre de révoquer les précédentes autorisations accordées à l'entreprise par la FCC. L'élue républicaine Elise Stefanik a indiqué aux médias d'outre-Atlantique que DJI aurait fourni des informations sur les infrastructures critiques des

États-Unis. Pour elle, la société est à considérer comme « un risque inacceptable pour la sécurité nationale », et qu'il est « grand temps que les drones fabriqués par la Chine communiste soient retirés d'Amérique ». DJI a toujours nié vouloir nuire aux États-Unis. Forcément, le discours risque d'avoir du mal à passer, les drones DJI étant de véritables stars auprès des utilisateurs américains (et pas que). Si l'interdiction de TikTok aux États-Unis n'est pas encore totalement définitive, l'exemple Huawei illustre bien à quel point se faire bannir du sol américain peut être dommageable. Plus de quatre ans après, la firme de Shenzhen ne s'est toujours pas remise de cette punition.

Des débuts prometteurs pour l'IPO de Rubrik

Les premiers pas du spécialiste de la sauvegarde as a service en bourse se sont bien déroulés. L'action Rubrik a augmenté d'environ 16% à son premier jour de cotation. La concrétisation d'une histoire entamée en 2019 et qui envoie un signal positif à la concurrence pour tenter l'aventure boursière. « Il s'agit d'une étape importante pour la société et pour les collaborateurs », indique lors d'une conférence de presse Bipul Sihna CEO et fondateur de Rubrik, à propos de l'introduction en bourse de la société hier au New York Stock Exchange. « Même si cela n'est pas une fin en soi, il s'agit d'un moment marquant dans la vie de l'entreprise et l'IPO constitue un formidable accélérateur de croissance avec plus de clients, de partenaires et d'innovation », ajoute le dirigeant. Et les premiers pas sont plus qu'encourageant, l'action a gagné plus de 16% le premier jour de cotation en passant de 32 à 37 dollars. Pour mémoire, un total de 23,5 M\$ d'actions ont été mises sur le marché, la société a ainsi pu lever 752 M\$ pour une valorisation estimée autour des 5,6 Md\$. Pourtant, la marche vers l'IPO fut longue, Rubrik y songeant depuis 2019. Mais les années Covid et les conditions de marché compliquées ont eu raison de la volonté du fondateur et de ses équipes pour tenter l'aventure boursière. « Dans notre stratégie sur le long terme, il était inscrit que nous allions devenir une entreprise cotée, mais il fallait attendre que le marché soit moins sceptique », glisse Bipul Sinha. Il rappelle que « nous sommes la première entreprise dans le domaine de la sécurité à s'introduire en bourse ». Rubrik a orienté depuis quelques années sa stratégie autour de la sécurité des données et de la cyber-résilience avec la montée en puissance des attaques et en particulier des campagnes de ransomware.

Une croissance organique privilégiée et des rachats opportunistes envisagés

Interrogé sur la feuille de route de Rubrik en termes d'acquisition, Bipul Sinha reste pragmatique, « nous sommes focalisés sur de la croissance organique, mais il peut y avoir des rachats opportunistes soit des équipes ou des produits dans le domaine de la cybersécurité ». Il souligne l'exemple de Laminar racheté en août 2023 qui propose une plateforme pour sécuriser les données des cloud publics AWS, Google Cloud et Microsoft Azure. Sur l'impact de l'IPO sur les partenaires, le dirigeant estime que « les retours sont positifs. Ils vont pouvoir avoir plus d'information sur ce que fait Rubrik, nous allons partager notre stratégie et nos résultats financiers. Ils auront donc une meilleure visibilité ». Par ailleurs, il précise que l'introduction en bourse met une pression supplémentaire « sur le volet innovation » de la société, un point important pour les investisseurs et les analystes financiers. En tout cas, ces premiers pas réussis envoient un signal au marché et à la concurrence (comme le rival Cohesity qui a décidé de retarder son IPO après avoir acquis Veritas).

Brèves

Google et Microsoft forts dans le cloud et l'IA

Les deux sociétés ont présenté des résultats financiers solides notamment sur leur position dans le cloud et l'IA. Pour Microsoft, le chiffre d'affaires cloud, très surveillé, a atteint 35,1 milliards de dollars en hausse de 23 % sur un an. En matière d'IA, l'adoption d'Azure OpenAI progresse avec 60% des entreprises du Fortune 500 conquises. De quoi justifier les dépenses astronomiques de 14 Md\$ qui lui ont été consacrées lors du dernier trimestre fiscal. Du côté de Google, la division cloud a réa-

lisé un chiffre d'affaires de 9,57 Md\$, dépassant les prévisions de 9,35 Md\$ prévus par les analystes. Le bénéfice a progressé pour atteindre 900 M\$. La firme de Mountain View entend bien aussi tirer profit de sa stratégie IA (réaffirmée lors de la dernière conférence .Next) sans pour autant donner de chiffres pour l'instant.

xAI en passe de lever 6 Md\$

La start-up spécialisée dans l'IA d'Elon Musk entend bien rivaliser avec OpenAI et a besoin de capitaux. Selon TechCrunch, une levée de fonds de 6 milliards de dollars sera annoncée dans les prochaines

semaines valorisant la société 18 Md\$. Sequoia Capital et Future Ventures, le fonds de capital-risque cofondé par Steve Jurvetson proche de Musk, tout comme Valor Equity Partners et Gigafund participent au tour de table. Ils détiendront ensemble jusqu'à 25% de xAI. Cet investissement doit accélérer les travaux sur Grok le LLM et l'assistant IA mis à disposition récemment.

Gravelines cyberattaqué

Après Saint Nazaire récemment, c'est la commune du Nord, Gravelines d'être vic-

time d'un ransomware. Sur les réseaux sociaux, la municipalité a indiqué « Par mesure de précaution, tous les serveurs ont été déconnectés et l'accès à internet a été restreint pour tous les services communaux ». A nos confrères de France Bleu, le directeur général des services de la ville a expliqué « On s'est rendu compte que l'on avait des serveurs en surchauffe, que des fichiers étaient en train de disparaître. On a pris la décision de couper la totalité de nos serveurs, sur l'un d'eux un cryptovirus avait été déposé ». La mairie a reçu de l'aide d'Orange Cyberdéfense, mais va devoir pendant quelques temps travailler en mode dégradé.

Mots fléchés

Corrélations		Dévouement pour son pays		Accueil		Incruster de tarte		Gros véhicule		Appareil de levage		Risque	
Bénéficiaires				Empestées				Convoitise		Fin d'infinitif		Vifs	
Peintre vénitien		Un sens				Récipients pour pâté							
						Champion			Genre de poissons	Comité d'entreprise			Département français
										Surpris			
Pied-de-veau		Dureté									Roulement de baguettes sur un tambour		
		Ville du Nigéria											
				Dieu nordique		Allure d'un cheval					Soldat américain		
Théâtre parisien						Garderies		Créateur du Penseur					
À cet endroit													
			Monticules de sable						Erbium		Groupe crée par Joeystarr et Kool Shen		Ville d'Europe et d'Asie
			Résistant										
Excrément		Citoyen						Difficulté					
								Arbre fruitier					
					Équerre		Procurés						
Réputée		Sélection		Empereur des Russies					Lettres royales			Distance chinoise	
				Ferme de Provence					Positions				
							Traditions						
							Port belge			Condition	On le donne en musique		
Supplis	Ancienne Allemagne Qui concerne le Roi				Princesses indoues						Indium		
											Trou normand		
					Éclairé							Navires	
Accepté		Souverain	Longues périodes	Fils de ma soeur						Roi de Jarry			
				Saison						Odeur marine			
					Existerai						Aluminium		
											Note de musique		
Grosse artère						Commune bretonne		Domage					Certaine
Courbée					Annonce la spécialité			Conceptions					
					Bière anglaise			Percée					
Désert rocheux		Jeu asiatique		Astate			Patriarche biblique				Or		
				Amende			Voiture légère				Pascal		
			Commune bretonne							Vierge			
Oeuvres littéraires										Essieu			

TRANSPORT DE CARBURANT

L'Afrique a besoin de 9 milliards \$ pour développer de ses infrastructures

Alors que la demande d'hydrocarbures augmentera de 56 % en Afrique d'ici 2040, la filiale du groupe de négoce de matières premières Trafigura estime que des ruptures d'approvisionnement pourraient se produire en cas de manque d'investissements dans les infrastructures de transport de carburant. L'Afrique doit investir 9,3 milliards de dollars dans le développement de ses infrastructures de transport de carburant pour éviter les ruptures d'approvisionnement liées à la croissance de la demande future, a estimé Puma Energy, l'une des compagnies leaders dans les segments aval et midstream pétroliers (stockage et transport) sur le continent, le lundi 22 avril 2024. « Vous pouvez avoir le bon prix, la bonne réglementation, mais si vos ports sont congestionnés, si les routes sont encombrées, si l'oléoduc fuit, s'il n'y a pas de stockage, vous n'aurez pas de sécurité énergétique », a déclaré le directeur Afrique de Puma Energy, Fadi Mitri.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Dimanche 28 avril 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



CONVERSION OBLIGATOIRE DES DEVICES ÉTRANGÈRES EN ROUBLES

La Russie prolonge la décision pour une année supplémentaire

La Russie a indiqué samedi qu'elle demanderait aux principales entreprises exportatrices de continuer à convertir la majeure partie de leurs revenus en devises étrangères en roubles pour une année supplémentaire, afin de soutenir la monnaie nationale. Depuis le début de l'offensive russe en Ukraine, la Russie a eu recours à des contrôles stricts des capitaux pour soutenir la valeur du rouble, dans un contexte de sanctions occidentales. Le gouvernement russe a indiqué samedi qu'il avait validé la prolongation jusqu'à la fin du mois d'avril 2025 des règles imposant à 43 grands groupes russes du secteur des matières premières de convertir au moins 80 % de leurs revenus en devises étrangères en roubles. « Cette décision contribuera à maintenir la stabilité du taux de change et la résilience du marché financier russe », a affirmé le gouvernement dans un communiqué. La Russie a introduit pour la première fois la vente forcée de devises en février 2022, peu après le gel en Occident d'environ 300 milliards de dollars des réserves internationales du pays et de son expulsion du système bancaire international SWIFT. En stimulant la demande de roubles russes à un moment de grande incertitude économique, ces mesures ont permis d'éviter une crise financière majeure. Moscou a progressivement assoupli ces règles en 2022 et 2023. Mais après un regain de volatilité qui a fait plonger le rouble, le président Vladimir Poutine avait réintroduit les ventes obligatoires de devises en octobre dernier pour une durée de six mois.

BEM ET BAC

Toutes les mesures prises pour le bon déroulement des examens

Le Directeur de l'enseignement primaire au ministère de l'Éducation nationale, Mohamed Daifallah a affirmé, samedi, que toutes les mesures avaient été prises pour assurer le bon déroulement des examens de fin d'année scolaire. « Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie sectorielle de transition numérique, il a été renoncé pour la première fois au dépôt du dossier papier en se contentant des inscriptions numériques aux épreuves scolaires nationales (session juin 2024) qui se dérouleront du 3 au 5 juin pour le Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du 9 au 13 du même mois pour le Baccalauréat », a précisé M. Daifallah dans une déclaration à l'APS. Le même responsable a indiqué que les inscriptions « Zero papier », ont eu lieu « très tôt » cette année, soulignant que les parents de candidats « ont payé les droits d'inscription par voie électronique via la carte Edahabia d'Algérie Poste, à partir du 21 novembre 2023, avant de confirmer ces inscriptions en deuxième phase (21 décembre) ». Il s'agit, actuellement, de la troisième phase, a-t-il ajouté, rappelant que le ministère de l'Éducation nationale « a rouvert les deux sites d'inscription pour retirer les convocations à l'épreuve d'éducation physique et sportive pour les candidats libres à partir du 16 avril, sachant que l'opération se poursuivra jusqu'au 7 mai prochain ». Quant à l'opération de retrait des convoca-



tions pour les épreuves écrites des candidats scolarisés et libres, le même responsable a indiqué qu'« elle interviendra durant la première semaine du mois de mai », ajoutant que « le début de retrait des convocations pour passer les épreuves du BEM est prévu le 5 mai, tandis que le retrait des convocations pour le BAC/session 2024 se fera à partir du 9 mai. » M. Daifallah a affirmé, concernant les procédures matérielles et techniques de ces deux examens, que l'Office nationale des examens et concours (ONEC) avait « arrêté les centres d'examen et s'est assuré de leur disponibilité ainsi que les conditions réglementaires et matérielles y afférentes, en effectuant des visites de terrain au niveau de tous les centres à travers le territoire nation-

nal ». Il a souligné, dans le même contexte, que la dernière étape consistera en l'organisation, dans les prochains jours, d'ateliers de formations au profits des encadrants des centres d'examens et de correction, dans le respect des spécificités de chaque région, notamment s'agissant de la climatisation ». Il a, par ailleurs, évoqué « les modifications introduites à l'examen d'évaluation des acquis des élèves du cycle primaire, au volet organisationnel et pédagogique, conformément à la circulaire N 355 relative à l'organisation de cet examen durant l'année scolaire 2023/2024 ». M. Daifallah a précisé, dans ce cadre, que les modifications introduites consistent en « la réduction des jours de l'examen à 3 jours », à savoir les 12, 13 et 14 mai ».

CAUSE PALESTINIENNE

Goudjil dénonce la passivité de la communauté internationale

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a dénoncé avec vigueur la passivité de la communauté internationale à l'égard de la cause palestinienne, réaffirmant le soutien de l'Algérie à cette cause et à toutes les causes justes dans le monde. Dans une allocution, lue en son nom par le vice-président du Conseil de la nation, Ahmed Kharchi, qui conduit la délégation parlementaire algérienne participant à la 5e Conférence de la Ligue des parlementaires pour El-Qods, dont les travaux ont débuté vendredi à Istanbul (Turquie), M. Goudjil a dénoncé « la passivité de la communauté internationale et sa politique de deux poids, deux mesures à l'égard de la cause palestinienne ». Il a indiqué que « la tragédie de Ghaza, en Palestine meurtrie et opprimée, a mis à nu la fragilité de l'ordre international actuel et entamé la crédibilité de son système juridique, qui d'un mécanisme de protection et de consécration de la paix et de la sécurité internatio-

nales s'est mu en un piètre instrument de tromperie, d'arbitraire et de justification du crime ». « Malgré les crimes contre l'humanité commis à Ghaza, la plupart des composantes de la communauté internationale incriminent la victime et épargnent le bourreau », a-t-il dénoncé. « C'est une grave dérive d'un ordre international irresponsable », a-t-il dit, appelant à engager « la réforme nécessaire pour asseoir un ordre plus juste et plus équilibré ». « C'est une revendication de l'Algérie, réaffirmée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans tous les fora diplomatiques internationaux, le dernier en date l'Assemblée générale des Nations Unies, et ce, dans le cadre d'une approche globale qui juge la réforme de l'ordre international actuel comme une étape essentielle vers le règlement des conflits et des questions en suspens, notamment la décolonisation et le droit des peuples à l'autodétermination », a-t-il rappelé.

Le président du Conseil de la nation a, dans ce contexte, réaffirmé « la position constante de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne juste et son soutien absolu au droit du peuple palestinien à la résistance jusqu'à l'établissement de son Etat indépendant avec El-Qods comme capitale ». « L'Algérie, en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, s'emploie à faire entendre la voix des peuples arabes et africains, notamment ceux sous le joug colonial », a-t-il indiqué, soulignant que la diplomatie algérienne « s'est engagée dans une course contre la montre pour consacrer son mandat à tout ce qui est à même d'accélérer le règlement de la question palestinienne conformément à la volonté du peuple palestinien, poursuivre ses efforts en coordination avec les partenaires des pays arabes et musulmans et les membres du Mouvement des non-alignés (MNA) pour l'adhésion pleine et entière de la Palestine à l'ONU, et faire en sorte que le Conseil de sécurité assume

sa responsabilité vis-à-vis de l'histoire ». M. Goudjil a, par ailleurs, assuré que « toute force coloniale tyrannique est vouée à disparaître », rappelant « comment les vaillants moudjahidine de la glorieuse Révolution de libération ont chassé le colonisateur français de la terre algérienne pure ». « Le même espoir nous anime aujourd'hui quant à la fin de la chimère israélienne et à l'établissement de l'Etat palestinien indépendant avec El-Qods comme capitale ». Et de soutenir que « l'Algérie de Novembre, qui s'incarne aujourd'hui dans l'Algérie nouvelle sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, sera toujours du côté de la Palestine ». Les travaux de la 5e Conférence de la Ligue des Parlementaires pour El-Qods se sont déroulés en présence du président turc, M. Recep Tayyip Erdogan, avec la participation de délégations parlementaires de pays arabes et musulmans qui soutiennent la cause palestinienne.